

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)
N°13, septembre-octobre 2012 — 1€ (soutien : 2€)



**PSA, Doux,
Sodimédical,
Sanofi...**

**Contrat génération
Emplois d'avenir...**

**Traité budgétaire
européen...**

Résister à l'offensive capitaliste !

- Japon: 50e meeting anti-guerre de la JRCL
- Développements de la crise économique
- Unité contre les provocations anti-musulmanes !
- Les révolutionnaires et les syndicats

Austérité de gauche, vague de licenciements... Comment résister à l'offensive capitaliste ?

Les mauvais coups, c'est maintenant !

Hollande et le Parti socialiste avaient semé peu d'illusions parmi les travailleurs, qui regardent avec de plus en plus d'indifférence la comédie de l'alternance entre les deux grands partis bourgeois. Mais beaucoup se disaient que même si pas grand-chose ne changerait dans le quotidien morose, au moins les attaques de Sarkozy seraient finies. Pourtant, on peut déjà faire le constat que si la politique pro-capitaliste change de couleur... elle continue !

– **Retraites** : magnanimité, Hollande consent à laisser partir à 60 ans les salarié-e-s exploité-e-s depuis leurs 18 ans, tout en gardant l'essentiel des réformes Fillon et Woerth, qu'ils avaient dénoncées...

– **RGPP** : ce sigle haï par les travailleurs-ses du public est désormais interdit dans la propagande gouvernementale. Mais en pratique, même si le nombre de fonctionnaires est censé rester stable sur le mandat – on en doute – les dépenses vont continuer à être coupées (désengagement de l'État, dégradation des conditions de travail, blocage des salaires...)

– **TVA sociale** : ce projet d'augmenter une taxe qui frappe durablement les travailleurs est abrogé. Mais on sait maintenant que le PS mijote avec le MEDEF et son caniche Chérèque une augmenta-

tion... de la CSG, un impôt aussi injuste (mais qui avait été créé par un Premier ministre socialiste, Rocard!)¹

– **Contrats d'avenir, contrats de génération** : le PS déborde toujours d'idées pour créer des contrats précaires pour les jeunes et injecter de l'argent public dans les entreprises pour les supplier d'embaucher.



Cet « État PS » est toujours autant un État au service des capitalistes. Il continue de subventionner les entreprises, garde les niches fiscales des plus riches, il vote pour les dividendes des actionnaires – au conseil d'administration de *France Télécom* par exemple². Rien n'est changé non plus à la Françafrique et à l'oppression impérialiste en général : Hollande a déjà montré qu'il défend les intérêts d'*Areva* au Niger³ et son état-major intervient discrètement en Syrie pour tenter d'y avancer ses pions.

Le PS est absolument incapable de faire passer la protection de l'environnement avant les profits. L'alliance avec EELV (Eu-

rope Ecologie les Verts) ne change bien sûr rien à cette réalité. Le « vert » était dans le fruit dès le départ : Duflot avait déclaré conditionner son entrée au gouvernement à un plan d'arrêt du nucléaire, son volte-face présageait les reniements qui allaient suivre. La ministre Nicole Bricq voulait freiner un tant soit peu les forages de Shell⁴ : évincée et recasée au commerce extérieur (ce que Duflot a osé qualifier avec cynisme de « promotion »). En matière d'écologie les sujets d'opposition sont nombreux ; par exemple, les coupes dans le financement de *l'Agence de l'eau*⁵, qui surveille les rivières – dont 75% sont polluées en France. EELV cautionne totalement cette politique, n'étant capable que de silence, de langue de bois et ou de soumission servile, comme lorsque Duflot qualifie sur son compte *Twitter* le discours de Hollande lors de la conférence environnementale comme quelque chose « d'historique et d'infiniment émouvant pour une écologiste ».

Quant à la police, elle reste l'organe de répression qu'elle est, et un réactionnaire comme Valls à l'Intérieur montre bien la tendance lourde au durcissement. Les expulsions de sans-papiers et le harcèlement des Roms n'arrêtent pas depuis cet été, à tel point que Serge Dassault s'en est émerveillée. Les militant-e-s sont aussi visés, qu'ils-elles soient anti-nucléaire⁶ ou anti-

1. Cf. l'article « Riposter dès maintenant à l'austérité de 'gauche' de Hollande ! » : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-396.pdf>

2. « Et si le déficit public français était trop faible? », http://www.liberation.fr/politiques/2012/06/11/et-si-le-deficit-public-francais-était-trop-faible_825418

3. « Nucléaire : Hollande veut accélérer la production d'uranium », <http://www.bastamag.net/article2470.html>

4. « Hollande se couche devant les lobbys pétroliers », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=2470>

5. « Budget : un milliard et demi d'euros en moins pour les agences de l'eau », <http://www.eauxglacees.com/Budget-un-milliard-et-demi-d-euros>

6. La police de François Hollande est aussi violente que celle de Sarkozy <http://reporterre.net/spip.php?article3051>

chômage, comme à Belleville tout récemment¹

Ces mauvais coups passent avec la complicité du Front de gauche. Le FdG a notamment voté le collectif budgétaire en juillet, qui conditionne les principales mesures d'austérité, ainsi que les contrats d'avenir en septembre.

Quels potentiels pour quelles campagnes ?

En cette rentrée, les raisons de la colère sont donc toujours abondantes. Mais quels sont les points clés sur lesquels la lutte des travailleurs pourrait éclater et prendre de l'ampleur ?

Traité budgétaire européen (TSCG)

Le traité préparé par Sarkozy et Merkel pour coordonner l'austérité sur toute l'Europe est repris tel quel par Hollande, après son cinéma pour faire croire pendant la campagne qu'il le renégocierait et aujourd'hui que « le but de tout ça, c'est la croissance ». Le TSCG impose la mise en place automatique de politiques d'austérité. Il s'agit de sanctuariser une politique économique austéritaire, et de la contourner la démocratie bourgeoise elle-même en supprimant le droit du Parlement de décider du budget, au profit d'un mécanisme de «sanctions» automatique. Le PS a donc l'intention de faire voter ce texte début octobre, pour imposer encore plus facilement des coupes drastiques dans les budgets sociaux.

Le Front de Gauche a décidé de faire de la lutte contre ce traité sa principale bataille, appelant à manifester le 30 septembre. De façon significative, Mélenchon réclame de nouveau un référendum, loin d'en appeler à la lutte des classes. Sachant que ce référendum n'aura pas lieu et que le TSCG sera voté avec l'appui de la majorité du PS et de l'UMP, les lea-

ders du FdG peuvent se donner le rôle d'opposants à bon compte, sans vraiment nuire à leurs amis du gouvernement.

Les collectifs unitaires dominés par les organisations réformistes, sur un tel sujet et en si peu de temps, se résument le plus souvent à des cartels d'organisations, et ne permettent pas d'enclencher de réelles dynamiques militantes. Le PG et le PCF sont déjà en train de recycler leurs chimères keynésiennes : il suffirait de convaincre nos dirigeants que l'austérité est une erreur et qu'il y a une solution gagnant-gagnant pour les exploités et les capitalistes²... C'est pourquoi nous ne pouvons pas sérieusement appeler les travailleurs-ses à participer à ces collectifs qui, dans la situation actuelle, ne peuvent être en général que des coquilles vides. Nous appelons en revanche à participer massivement à la manifestation du 30 septembre contre le TSCG, sous nos propres mots d'ordre, en mettant au centre la dénonciation du gouvernement PS aujourd'hui largement soutenu par le FdG.

La direction du NPA, qui applique sa ligne de «front avec le Front», s'aligne encore une fois derrière les réformistes, en signant l'appel « *Non à l'austérité permanente, Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !* ». Elle confond une politique de front unique (sur des revendications précises) alors avec une politique de soutien au programme des réformistes. On y retrouve les analyses et les solutions keynésiennes, l'appel à « la mobilisation de l'Europe» pour sauver l'euro, mais aussi un appel au référendum à peine voilé (en exigeant que les citoyens « se prononcent »). Ce n'est pas en se reniant et en relayant la propagande du Front de gauche qu'on servira les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Tout en participant aux actions contre le TSCG au

côté des autres forces, nous devons mener une campagne indépendante contre le TSCG, contre l'UE capitaliste, en faisant le lien entre ce dispositif institutionnel et l'accentuation des attaques contre notre classe.

Une campagne offensive contre les licenciements

Ce que le FdG essaie de masquer, c'est sa passivité face à la vague de licenciements annoncés, voire sa collaboration avec le patronat et le gouvernement puisque les dirigeant-e-s de la CGT souvent lié-e-s au FdG, comme les directions des autres syndicats, participent aux concertations ouvertes par la « conférence sociale » de juillet. PSA, Air France, Doux, Sanofi, Carrefour, IBM, CIF, Bouygues, SFR, SNCM... Des dizaines de milliers de licenciements sont annoncés. Malgré le recul du mouvement ouvrier, il reste bien des équipes syndicales et bien des travailleurs-ses combatifs qui résistent localement. Dans une situation de crise pareille, il est évident que les directions syndicales, et le FdG auraient les moyens d'impulser un puissant mouvement d'ensemble. Mais il n'est pas question d'impulser autre chose que quelques promenades, comme celle du 9 octobre, où les bureaucraties se gardent bien de définir la moindre revendication précise et le début d'une stratégie pour gagner...

Les anticapitalistes, eux, doivent tout faire pour modifier la situation. En particulier, le NPA doit mener une grande campagne contre les licenciements, c'est-à-dire partout où nous le pouvons, intervenir pour :

- soutenir les travailleurs et travailleuses menacés, défendre nos idées auprès d'eux, notamment l'expropriation des grands groupes capitalistes, et leur mise sous contrôle des travailleurs ;

1. Delanoé loge ses élus et déloge des militants chômeurs de chez eux <http://paris.indymedia.org/spip.php?article11650>
2. <http://www.placeaupeuple2012.fr/exclusif-au-pacte-budgetaire-merokzy>

– favoriser l'auto-organisation, pour qu'aucun bureaucrate ne puisse contrôler la lutte des salarié-e-s à leur place ;

– pousser à la convergence des luttes, pour se donner le meilleur rapport de force et faire apparaître toute la subversion révolutionnaire que contient en germe la lutte des classes, notamment en dressant la

perspective de la grève générale comme seul moyen de satisfaire les revendications ;

– œuvrer au front unique à tous les niveaux, ce qui implique de combattre publiquement l'orientation des bureaucraties syndicales, de les interpeller pour les forcer à agir ;

– réussir l'action du 29 septembre au salon de l'auto, appelée par les salarié-e-s de Ford Blanquefort, et la manifestation du 9 octobre, pour que ce ne soit pas une simple « journée d'action », mais le point de départ d'une mobilisation d'ensemble contre les licenciements.

Ernest Everhard

FRANCE

Riposter dès maintenant à l'austérité de « gauche » de Hollande !

Nul ne peut plus douter des intentions de Hollande : restaurer la compétitivité des capitalistes français en baissant le « coût du travail »

Pendant la campagne électorale, Hollande avait su habilement esquiver la question du « coût du travail », en insistant sur les autres dimensions (« hors coût ») de la compétitivité : recherche et développement, qualité des produits, formation, etc. Désormais, le masque commence à tomber, même si les décisions sont reportées à plus tard. Hollande n'a pas le choix : en tant que bon gestionnaire des intérêts du capital, il doit restaurer la compétitivité des capitalistes français qui n'a cessé de se dégrader ces dernières années. Ainsi, pendant que les gouvernements allemands (notamment celui du social-démocrate Schröder) ont réussi à bloquer les salaires, les salaires réels français ont augmenté plus rapidement que la productivité (*cf. graphique*). Hollande doit donc réussir à faire ce que Sarkozy n'a pas été capable d'accomplir : mettre en place des at-

taques de très grande ampleur pour augmenter suffisamment le taux d'exploitation des travailleurs pour permettre aux capitalistes français de gagner des parts de marché et réduire le déficit commercial qui se creuse chaque année.



Louis Gallois, nommé haut commissaire aux investissements et bientôt chargé d'une « mission sur la compétitivité de nos entreprises » par Ayrault, a expliqué le 7 juillet, devant le *Cercle des économistes*, qu'il fallait un « choc d'offre » pour restaurer la compétitivité des entreprises françaises. Cela devrait passer selon lui par une réduction massive (d'au moins 30 milliards d'€) des cotisations sociales payées par les patrons. Le *Canard enchaîné* du 11 juillet a d'ailleurs révélé que le gouverne-

ment prévoyait une hausse de 2 à 4 points de la CSG, sachant qu'1 point de CSG rapporte environ 11 milliards (contre 7 milliards pour 1 point de TVA).

Les antilibéraux s'offusquent de ce « choix » de Hollande d'améliorer la compétitivité-prix des entreprises françaises et l'appellent à privilégier la relance par la demande, c'est-à-dire par la hausse des salaires¹. Mais Hollande n'a pas le « choix » à partir du moment où il gouverne dans le cadre du capitalisme. Voilà ce que le NPA devrait expliquer, au lieu de publier des articles² qui nient le lien fort et évident qui existe entre compétitivité et compression des salaires.

La CSG : une création de Rocard pour fiscaliser la Sécurité sociale et diminuer les cotisations sociales

La Sécurité sociale devrait être une institution non étatique où les travailleurs géreraient en commun la partie socialisée de leur salaire (les cotisations sociales payées par les patrons en sus du salaire di-

1. Sur la pente dangereuse du social libéralisme », par Laurent Mauduit dans Mediapart, <http://democratie-reelle-nimes.over-blog.com/article-sur-la-pente-dangereuse-du-social-liberalisme-108034710.html>

2. Comme dans l'article de Louis Adam dans « Tout est à nous » du 23 février 2012 : <http://www.npa2009.org/content/vous-avez-dit-%C2%AB%E2%80%89comp%C3%A9titivit%C3%A9%E2%80%89%C2%BB>

rect individuel perçu par chacun). C'est cette perspective que les gouvernements bourgeois (de « droite » et de « gauche ») se sont acharnés à combattre. Et c'est un gouvernement de « gauche » (celui de Rocard en 1990) qui a porté un coup de poignard à la Sécu en créant la CSG (contribution sociale généralisée) pour faire diminuer les cotisations sociales. Le financement par l'impôt répond à un objectif idéologique : signifier que la Sécurité sociale ne devrait pas être la propriété des travailleurs (financée par la partie socialisée de leur salaire), mais un organisme étatique financé par des taxes. De façon mystificatrice, les idéologues de la bourgeoisie nous font croire que les cotisations constituent une « taxe sur le travail » (alors qu'il s'agit d'une partie de la rémunération des travailleurs) pour mieux justifier leur remplacement par des impôts, jugés plus « équitables » puisque ne taxant pas seulement le « travail »... .

Ainsi, la CSG est un prélèvement payé par les particuliers, à assiette large (l'ensemble des revenus) et à taux proportionnel, contrairement à l'impôt sur le revenu qui est progressif (les taux augmentant avec les revenus). Sur les 89 milliards que devrait rapporter la CSG en 2012 (soit 35 milliards de plus que l'impôt sur le revenu), seuls 10 milliards proviennent de l'imposition des revenus du patrimoine. Autrement dit, la CSG est payée avant tout par les salariés et amputent leur salaire direct. Comme l'avait jadis déclaré Jacques Attali, peu suspect de gauchisme : « *Avec la CSG, la gauche a trouvé le moyen d'inventer une fiscalité injuste* » (*Canard enchaîné* du 11 juillet).

1. C'est d'ailleurs le but de la « TVA sociale » de pénaliser les producteurs non-résidents par rapport aux producteurs qui produisent en France

La CSG « compétitivité » : ce n'est pas mieux que la « TVA sociale » !

L'augmentation de la TVA est souvent présentée comme plus injuste qu'une hausse de la CSG. En réalité, l'augmentation de la CSG en contrepartie d'une baisse des cotisations patronales n'est pas moins anti-sociale qu'une hausse de la TVA.

Pour le voir, il faut se représenter les différentes composantes du prix d'une marchandise : les coûts des moyens de production, l'ensemble du salaire (salaire net + cotisations salariales + cotisations patronales), le profit et la TVA. Les cotisations alimentent les caisses de Sécurité sociale alors que la TVA alimente les caisses de l'Etat (cf. Figure 1).

Si la baisse des cotisations patronales est exactement compensée par une hausse de la TVA (dont le montant est affecté aux caisses de Sécu) et que *rien d'autre ne bouge*, l'effet est neutre sur le prix et sur la répartition salaires/profits. Quand le consommateur achète un bien, il le paie au même prix et il « paie » alors tout autant la TVA que les autres composantes du prix. En outre, il est faux de considérer dans ce cas que la mise en place de la TVA sociale revient à diminuer ce que paient les patrons et à augmenter ce que paient les consommateurs (et donc en majorité les travailleurs). *Dans la réalité*, étant donné que les prix des biens importés tendent à augmenter (puisque'ils sont touchés par la hausse de la TVA mais pas par la baisse des cotisations)¹, les capitalistes ont une marge de manœuvre pour profiter de la hausse de la TVA pour augmenter leurs marges et donc leurs prix. D'où une répartition qui devient plus favorable aux capitalistes.

Si la baisse des cotisations patronales est exactement compensée par une hausse de la CSG, et que *rien d'autre ne bouge*, les

prix des marchandises produites en France baissent. Mais cette hausse de pouvoir d'achat potentielle est mangée par la baisse du salaire net perçu entraînée par la hausse de la CSG (qui frappe principalement les travailleurs). Mais *dans la réalité*, il est probable que les entreprises ne répercuteront pas intégralement la baisse de cotisations sur les prix, et profiteront (comme pour une hausse de la TVA) de leur nouvelle marge de manœuvre pour augmenter leurs marges. Alors le pouvoir d'achat des salariés diminuera : les prix baisseront peu ou pas du tout, alors que les impôts qui les frappent augmenteront.

CSG ou TVA, les travailleurs n'ont rien à gagner à la diminution des cotisations patronales. Et ils ont même encore plus à craindre d'une hausse de la CSG. En effet, la hausse des prix qu'entraînerait la hausse de la TVA serait en partie neutralisée par une hausse des retraites (indexées sur les prix) et des salaires (le Smic est également indexé sur les prix). En revanche, aucun mécanisme ne garantit une augmentation automatique du Smic ou des retraites en cas de hausse des impôts directs !

Toutes les mesures visant à améliorer la compétitivité des capitalistes français permettent d'intensifier le travail, d'augmenter les profits et de diminuer les salaires. Nous devons donc nous y opposer et exiger que l'intégralité du budget de la Sécurité sociale soit financée par des cotisations sociales, qui constituent notre salaire socialisé que nous devrions pouvoir gérer collectivement.

La complicité des bureaucraties syndicales et des réformistes

Alors que le gouvernement a clairement fixé le cap de la restauration de la compétitivité à l'issue de la « conférence sociale », les di-

Prix TTC					TVA	
Coût des moyens de production	Prix HTC		Cotisation patronale	Profit (marge)		
	Salaire brut	Salaire net				

FIGURE 1 – Décomposition du prix d'une marchandise.

rections syndicales ont chaleureusement applaudi le discours de clôture d'Ayrault. Thibault a ainsi salué le « *cap nouveau* », la « *démarche tout à fait différente* »¹ du gouvernement.

Aucune direction syndicale n'a l'intention de lancer une mobilisation d'ampleur contre l'austérité de gauche, déjà bien réelle avec le non remplacement de 2 fonctionnaires sur 3 dans les ministères « non prioritaires » (au lieu d'1 sur 2 sous Sarkozy) et la baisse annoncée des dépenses de fonctionnement. Pire encore, alors que la CGT et FO s'opposent formellement à la hausse de la CSG pour compenser la baisse des cotisations patronales, la CFDT appaudit l'idée, tout en précisant que cette hausse devrait s'accompagner d'une hausse des salaires nets pour compenser son alourdissement ! Autrement dit, la CFDT approuve une attaque contre les travailleurs, en émettant le voeu (pieux) que cette attaque soit contrebalancée par une hausse des salaires... De qui se moque-t-on ?

À défaut d'annoncer des mesures en faveur des travailleurs,

Hollande n'a pas oublié de chouchouter ses amis bureaucrates syndicaux. Ainsi, le gouvernement a émis l'idée de créer un « commissariat général à la prospective » où siégeraient des experts syndicaux qui seraient « indemnisés » aux frais de l'État. En outre, Hollande veut « valoriser les compétences » des permanents syndicaux : « *en clair, le représentant d'une organisation qui abandonnerait ses mandats après des années de bons et loyaux services pourrait se voir proposer une promotion* » (*Le Canard enchaîné* du 11 juillet). De quoi amadouer des bureaucrates déjà bien peu farouches...

Quant au Front de gauche, ses députés ont refusé de voter contre la confiance au gouvernement Ayrault, préférant s'abstenir pour bien montrer qu'ils n'ont nullement l'intention de s'opposer sérieusement à sa politique pourtant clairement annoncée désormais.

Face à ce gouvernement de « gauche » 100% au service de la bourgeoisie, toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent être à 100% dans une opposition de classe. Dès maintenant,

nous devons préparer la riposte et affronter politiquement l'obstacle que constituent les directions syndicales bureaucratisées, liées au PS ou au Front de gauche. Il faut œuvrer au rassemblement des militantes et des militants lutte de classe dans les syndicats pour imposer la rupture du dialogue social avec le gouvernement et exiger la mise en place d'un véritable plan de mobilisation contre l'austérité de gauche et contre les licenciements, avec notamment les mesures minimales suivantes :

– *Refus de tous les licenciements* : les entreprises qui veulent licencier doivent être nationalisées sans indemnité, sous contrôle des travailleurs ;

– *Refus de toutes les mesures d'austérité* : non à la hausse de la CSG; non à la baisse des dépenses de fonctionnements dans la fonction publique; non à la baisse des effectifs dans les administrations « non prioritaires » ;

– *Initiatives pour aider et lancer des grèves, coordination des luttes*.

Gaston Lefranc

Emplois d'avenir, contrats de génération : tout bénéf pour le Medef

Nous commençons à avoir l'habitude de voir le PS sortir de son chapeau des pseudo-remèdes au chômage. Il s'agit toujours de la même ficelle, précarisation et subventions au patronat, même si l'enrobage est souvent paré de quelques subtilités.

Emplois d'avenir... emplois sans avenir !

D'ici fin 2014, le gouvernement prévoit de créer 150 000 emplois à temps plein payés au SMIC. Les employeurs seront principalement des associations et des or-

ganismes publics qui ont une utilité sociale : aide à la personne, animation socio-culturelle, entretien des espaces publics (métiers du « développement durable » officiellement...), mais aussi enseignement.

Pour cela, le patron pourra

1. <http://www.cgt.fr/-Conference-sociale-juillet-2012-Le->

choisir entre un CDI ou un CDD... c'est-à-dire choisir un CDD. Pendant trois ans, il ne va débourser que 355 €/mois, puisque c'est l'État qui va payer le reste du SMIC. Après ces trois ans, l'« avenir » reste bouché : on se doute bien que le patron va préférer se débarrasser du jeune plutôt que de payer seul tout son SMIC, soit 1 425 €/mois (brut)... Au moins, on pourrait être content que ces emplois soient consacrés à des tâches « utiles » pour la société, mais même pas ! 15 000 emplois d'avenir seront réservés aux entreprises privées qui proposeront des « parcours d'insertion ». Autrement dit, aux entreprises qui promettent de bien élever les jeunes... pour qu'ils/elles répondent aux exigences des employeurs. Comme souvent avec la novlangue contemporaine, le nom désigne le contraire du contenu : ce sont des emplois sans avenir.

Contrats de génération : deux en un

Face au chômage qui frappe durement les jeunes et les moins jeunes, le PS dégaine une solution « deux en un » : les contrats de génération. Le principe est charmant : inciter les entreprises à garder les séniors pour qu'ils forment les jeunes recrues. Mais concrètement, c'est nous tous qui payons pour que les patrons daignent embaucher.

Le gouvernement propose de payer les « petits » patrons pour embaucher un jeune en CDI (2 000 €/an pendant 3 ans) et pour maintenir un ancien salarié (2 000 €/an) jusqu'à la retraite. Sauf que pour Michel Sapin, ministre du travail, un « petit » patron, c'est un patron qui n'emploie pas plus de... 300 salariés ! Avec 100 salariés à ses ordres, on est déjà un gros exploiteur ! Pour les vraies

petites entreprises qu'il reste, les politiciens prétendent tout faire pour les aider. En réalité, c'est la concurrence qui les ruine ! Ça, aucun politicien bourgeois ne pourra y toucher car ce serait remettre en cause l'ensemble du système capitaliste.



Attention, les « grands » patrons, eux, ne recevront pas d'argent avec les contrats de génération. Ils devront juste négocier ces contrats avec les délégués syndicaux pour continuer à bénéficier des allégements sur les cotisations sociales... laissés par la droite. Or, tous ces allégements fiscaux représentent autant d'entrées d'argent en moins pour les caisses de protection sociale des travailleuses et travailleurs : indemnités de chômage, retraites, assurance maladie ! Encore une fois, au-delà de l'esbroufe, la gauche fait semblant d'aménager un peu de justice sociale, tout en actant 99 % des attaques de la droite pour continuer à nous faire payer des emplois précaires !

Reprendre le pouvoir d'embaucher aux patrons !

Ce n'est pas un hasard si ce sont toujours les mêmes recettes qui reviennent. Les politiciens qui font allégeance au capital n'ont qu'une solution pour favoriser l'emploi en temps de crise :

baisser le « coût du travail » pour qu'il soit rentable d'embaucher un peu... C'est pourquoi on a souvent le dilemme entre précarité ou chômage de masse. Par exemple, aux États-Unis ou en Allemagne, les mini-jobs atténuent un peu le chômage officiel, tout en pressurant les salarié-e-s. Mais l'aggravation continue de la crise fait que, globalement, on se retrouve avec la précarité ET le chômage... L'autre grand levier consiste à injecter de l'argent public ou à exonérer de cotisations les patrons, c'est-à-dire à les aider à faire des profits avec notre argent !

C'est d'autant plus lamentable que les député-e-s du Front de gauche ont voté à l'Assemblée pour les emplois d'avenir. Le Front de gauche confirme ainsi son soutien global au gouvernement Hollande et la compatibilité de son « réformisme » avec les intérêts immédiats des capitalistes.

La seule solution anticapitaliste, c'est de retirer le pouvoir d'embaucher aux patrons en collectivisant les moyens de production. Sans la concurrence pour la rentabilité maximale, les travailleurs seront libres d'embaucher eux-mêmes massivement et de baisser l'intensité du travail. Que celles et ceux qui travaillent déclinent ensemble ce qu'il faut produire et comment, pour les besoins de toutes et tous !

Dans l'immédiat, nous exigeons :

- Interdiction de tous les contrats précaires ! CDI pour toutes et tous !
- Partage du travail jusqu'à l'abolition du chômage !
- Pré-salaire pour tous les jeunes !
- Financement 100 % public des CFA, lycées et universités !

Jackie Rackham

La bataille de PSA a commencé : comment peut-elle vaincre ?

Face au plan de suppression de 8000 postes et de la fermeture d'Aulnay, les travailleurs de PSA ont déjà montré leur volonté de combattre. Cela fonde l'espoir d'une lutte puissante et d'une victoire possible, qui marqueraient un tournant radical dans la lutte des classes. Avec l'aggravation de la crise et l'avalanche de centaines de milliers de licenciements qui commence, la bataille de PSA est un test décisif pour le patronat comme pour la classe ouvrière. Nous sommes toutes et tous concernés et devons œuvrer de toutes nos forces pour aider les travailleurs de PSA à gagner.

PSA : le Plan Social Avoué

Depuis un an, les ouvriers de PSA Aulnay savaient que la menace pesait sur eux, depuis ces notes confidentielles qu'avaient interceptées des syndicalistes CGT. Les pro de la « ressource humaine » y décrivaient librement Aulnay comme « site d'ajustement privilégié » et l'annonce devait bien sûr tenir compte de « la fenêtre d'annonce possible, dans le calendrier électoral français, au 2e semestre 2012 ». Pourtant, la direction avait nié en bloc, expliquant que ces documents étaient caduques, tout en refusant de s'engager sur quoi que ce soit.

Le 12 juillet, une fois les clés de l'État bourgeois remises au PS et la farce électorale terminée, l'annonce tombe. Sur plusieurs sites, des directeurs sont venus faire des déclarations sur l'état du groupe, qui perdrait 500 millions d'euros au premier semestre suite aux ventes en baisse en Europe, et

conclure sur les sacrifices nécessaires. C'est un « plan social » général qui est annoncé : des milliers de travailleurs sont poussés vers la porte :

- 3000 postes en production avec la fermeture d'Aulnay-sous-Bois ;
- 1500 postes sur le site de Rennes-La Janais ;
- 3500 postes de personnels administratifs, techniciens, ingénieurs et cadres : toutes les usines du groupe sont touchées (on parle de 600 à Sochaux, 900 à Poissy, 684 à Vélizy, etc.).

Des centaines de travailleurs n'ont pas été surpris : ils saisaient à quoi s'en tenir pour avoir participé aux différentes actions menées tout au long de l'année, comme la manifestation dans la ville d'Aulnay en mars ou le rassemblement devant le siège de PSA le 28 juin. Mais beaucoup d'autres n'arrivaient pas à croire les syndicats, faisant confiance au discours de la direction depuis un an. Et même pour même ceux qui s'y attendaient, l'annonce officielle et l'ampleur du plan de PSA ont été un choc violent. Des salarié-e-s ont fait des malaises, des camions de pompiers ont défilé¹... Cependant, la principale réaction a été la volonté de combattre : à Aulnay, les arrêts de travail ont commencé dès que la nouvelle a été connue, les travailleurs se sont rassemblés devant l'usine, jusqu'à 800 en début d'après-midi, et beaucoup n'ont pas travaillé après. Le lendemain, une panne des robots à l'atelier de ferrage et l'indisponibilité des réparateurs ont empêché le travail. Les travailleurs ont décidé de travailler au rythme qu'ils voulaient, expliquant aux

chefs qu'ils n'ont pas besoin d'eux et que, s'ils veulent fermer l'usine, ils n'ont qu'à partir les premiers... À Rennes, il y a eu un premier débrayage juste après l'annonce et surtout un arrêt de travail avec rassemblement de 1000 travailleurs le lendemain.

Il n'y a pas d'autre solution durable que la nationalisation sous contrôle des travailleurs !

Tout le monde mesure à quel point le dossier de PSA est explosif. C'est le premier test pour le gouvernement. D'autant que le spectre de Jospin plane sur Hollande : avant que le PS remporte les législatives de 1997, Jospin avait juré que, s'il arrivait au pouvoir, il empêcherait la fermeture de Renault-Vilvorde en Belgique, participant même à la manifestation sur place. Sitôt Premier ministre, il avait laissé l'usine fermer, arguant que « *il ne faut pas attendre tout de l'État* »². Les travailleurs s'en souvinrent en 2002... Mais aujourd'hui, avec la crise et la vague de licenciements en cours, la situation est incomparablement plus tendue pour le gouvernement. C'est pourquoi Hollande a déclaré le 14 juillet que « *l'État ne laissera pas faire* » et Montebourg, à la tête du pompeux « ministère du redressement productif », a monté le ton contre Varin, le PDG de PSA, et la famille Peugeot, qu'il a même « convoqué » à Bercy... Mais, au-delà des effets oratoires, ils entendent bien laisser PSA mener son plan à terme. Face à l'argument selon lequel « *le coût de production en France est de 10% plus élevé qu'en Europe*

1. Voir PSA Aulnay : « *Les collègues craquent à retardement* » sur Rue 89 : <http://www.rue89.com/rue89-eco/2012/07/18/psa-aulnay-les-collegues-craquent-retardement-tous-les-jours-les-pompiers>

2. Sur le bilan du gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon, cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=374>

orientale », Montebourg va vite oublier ses diatribes sur la démondialisation et juste essayer de passer la pomme. Hollande et lui ont subtilement déclaré qu'ils n'accepteraient pas le plan social « *en l'état* », c'est-à-dire qu'ils attendent d'avoir quelques promesses d'indemnités et de reclassement supplémentaires...



Les salarié-e-s ne peuvent pas tolérer qu'un groupe comme PSA leur parle de sacrifices. Simples rappels :

- Engraissée par un siècle d'exploitation des travailleurs, la famille Peugeot est la première fortune française, bien qu'elle se déclare en Suisse pour éviter les impôts ;
- PSA est le deuxième manufacturier européen, et le 8e mondial ;
- Le groupe a de nombreuses filiales très rentables (Faurecia, GEFCO...) particulièrement dans la finance et les paradis fiscaux : PSA Finance fait ainsi 3% du chiffre d'affaire mais 40% des bénéfices du groupe en 2011¹ ;
- Le groupe a réalisé 1,134 milliard de bénéfices en 2010, distribuant 457 millions de dividendes aux actionnaires, et 588 millions d'euros en 2011.

En même temps, il est indéniable que PSA subit les effets de la concurrence internationale exacerbée par la crise. Les bénéfices de 2011 sont dus à la branche finance, à Faurecia et au marché chinois, mais sont deux fois moindres qu'en 2010 et les résultats de 2012 s'annoncent en forte

baisse, renouant avec les années très déficitaires de 2008 (- 363 millions) et 2009 (- 1,16 milliard). L'activité de la branche automobile est déficitaire. Les ventes de voitures se sont effondrées de 13% ces 6 derniers mois à cause de la perte du marché iranien imposée suite à l'accord avec General Motors sur ordre du gouvernement (embargo scandaleux contre l'Iran) et surtout en raison de la forte baisse du marché en Europe, notamment dans les pays d'Europe du Sud les plus touchés par la crise. Mais surtout, structurellement, la plupart des sites européens de PSA tournent autour de 60-70% de leurs possibilités, en dessous du seuil minimum de rentabilité, malgré les nombreuses restructurations et « compactages » d'usines ces dernières années (suppressions de postes, d'équipes et de lignes de production). Et la direction n'a pas su développer suffisamment le groupe à l'étranger comme Renault, restant bien plus dépendant du marché français et européen qui est aujourd'hui en fort recul. Il est donc évident que, d'un point de vue capitaliste, le groupe est obligé de se restructurer sous peine de décrocher définitivement². Les entreprises privées subissent les lois mêmes du capitalisme, dont la crise accroît la pression ; elles sont bel et bien contraintes de prendre des mesures drastiques.

C'est pour cela que nos intérêts sont incompatibles avec ceux des capitalistes ! **Nous nous situons d'un point de vue de classe en refusant les licenciements quelle que soit la « santé » capitaliste de l'entreprise.** Nous nous battons pour en finir avec le capitalisme parce qu'il n'est pas possible de l'« humaniser ». En l'occurrence, nous devons expliquer clairement aux travailleurs que la seule solution pour sauver réellement et durable-

ment leurs emplois comme pour empêcher une dégradation sans précédent des conditions de travail pour ceux qui restent, c'est une solution politique : *l'expropriation sans indemnités de la famille Peugeot et des autres actionnaires et la nationalisation de PSA sous contrôle des travailleurs eux-mêmes*. C'est d'autant plus justifié que cette entreprise a touché voici trois ans des centaines de millions de fonds publics en s'engageant à maintenir l'emploi en échange, et qu'elle continue de toucher des aides sous formes d'exonérations de charges, de crédits impôts-recherche, etc. Enfin, seule la nationalisation sous contrôle des travailleurs permettrait de reconvertis la production en fonction des besoins sociaux collectivement réfléchis et de l'urgente préservation de l'environnement aujourd'hui détruit par la pollution automobile.

Comment construire une mobilisation à la hauteur de l'attaque ?

Il est primordial que le mouvement ouvrier mette en échec cet assaut du patronat français. Il en a les moyens, à condition de lutter frontalement. Cela suppose de clarifier les revendications et de préparer le combat. De ce point de vue, les militants syndicaux et politiques ont une grande responsabilité, à commencer par les camarades de Lutte ouvrière qui ont un rôle décisif dans la CGT au niveau du groupe PSA comme à Aulnay. Après en avoir discuté avec des militants d'Aulnay, il nous semble juste de défendre les propositions suivantes :

1. Pour ces chiffres, voir <http://reflets.info/comment-jai-decouvert-que-psa-fabriquait-des-automobiles>

2. Il est donc faux de prétendre qu'il n'y aurait aucun problème à PSA, comme le font aussi bien la CGT Aulnay (<http://cgt-psa-aulnay.fr/communique/la-verite-sur-une-campagne-mensongere-qui-vise-justifier-linjustifiable>) que la direction du NPA (tract hebdo du 19 juillet).

1) Revendications immédiates : aucun licenciement, non à la fermeture d'Aulnay

Pour réaliser l'unité immédiate des travailleurs et de leurs syndicats, il faut des revendications simples correspondant à l'intérêt réel de tout le monde. Tout en œuvrant au maximum à des actions communes, il est donc indispensable de combattre politiquement l'impasse que constitue l'orientation du SIA, syndicat maison autonome qui arrive légèrement devant la CGT aux élections professionnelles dans l'usine d'Aulnay et qui réclame aujourd'hui de meilleures indemnités de licenciements : il revendique une indemnité de base de 50 000 euros par salarié alors que la direction envisage 1000 euros par année d'ancienneté¹. Cela revient à accepter le principe de la fermeture et des licenciements avant même que la lutte ait vraiment commencé. De plus, cela ne peut qu'entraver l'unité, en semant des illusions sur la possibilité de s'en sortir individuellement avec de l'argent et en faisant miroiter aux salariés les plus âgés un départ avec une somme limitant les effets du chômage jusqu'à la retraite. Enfin, c'est avec cette orientation que beaucoup de luttes contre les licenciements ont abouti à des échecs ces dernières années, au prix d'une explosion du chômage et de la misère pour les salariés licenciés, une fois mangées leurs indemnités.

En revanche, la CGT d'Aulnay déclare à juste titre que « *le plan de PSA est inacceptable tout court. Aulnay ne doit pas fermer et nous n'accepterons aucun licenciement !* » ; et elle exige que l'État, qui a versé des centaines de millions d'euros à PSA en 2008 et continue de lui faire de nombreux cadeaux (exonérations de cotisations, etc.) « *interdise* » les licenciements. De fait, le refus pur et simple de tous les licenciements peut unifier immédiatement tous les travailleurs de PSA et leur per-

mettre de s'engager dans la lutte et la grève. Mais nous savons que PSA invoquera ses pertes de parts de marché et la fortune Peugeot est inaccessible puisque réfugiée en Suisse. C'est pourquoi nous devons aussi mener patiemment la lutte politique pour que le refus des licenciements soit lié à l'expropriation sans indemnités de PSA, à sa nationalisation sous le contrôle des travailleurs.

3) La question de la grève : convaincre la majorité, constituer une gigantesque caisse de grève

À juste titre, la CGT explique que ce n'est pas encore le moment de lancer la grève : outre l'interruption des vacances de fin juillet à début septembre, les travailleurs n'y sont pas encore prêts. Mais lorsqu'il deviendra clair pour tout le monde qu'aucune solution ne viendra des capitalistes et de leur État, **la grève avec occupation sera indispensable pour gagner**. Toutes les actions permettant de faire monter la mobilisation des travailleurs et la pression sur le patronat et le gouvernement sont nécessaires, mais elles ne seront pas assez fortes pour vaincre. La direction de PSA prévoit de produire 450 000 voitures à Aulnay avant la fermeture et, pour le moment, elle n'a pas les moyens de faire fabriquer la C3 ailleurs (les chaînes de Poissy le peuvent déjà, mais le nombre d'ouvriers sur place est insuffisant, vu qu'ils ont deux autres modèles à faire). Une grève d'Aulnay à la rentrée ou à l'automne serait donc efficace pour frapper PSA au portefeuille. Mais la fenêtre de tir n'est pas très large : plus on se rapprochera de la date prévue pour la fermeture, moins la grève pourra être efficace.

Il est d'autant plus crucial de préparer la grève simultanément à Aulnay, à Rennes et dans les autres usines de PSA, qui vont toutes perdre des centaines d'emplois. La lutte commune est dans l'intérêt de tous les salariés du groupe : d'ores et déjà, les patrons de l'usine de Sénart exigent des syndicats la signature d'un accord inacceptable pour dégrader les conditions de travail au nom du sauvetage de l'emploi. À Mulhouse, le travail le samedi est devenu obligatoire depuis le début de l'année et la pression est considérable pour éléver les cadences. Si direction réussit

1. Cf. <http://cgt-psa-aulnay.fr/presse/contre-la-fermeture-de-leur-usine-les-psa-daulnay-peaufinent-leur-strategie>

à battre les travailleurs en faisant passer plan de 8000 licenciements, cela ouvrira la porte à une série illimitée d'attaques contre les acquis des travailleur du groupe et leurs conditions de travail, voire contre leurs emplois dans un second temps.

Cependant, les travailleurs d'Aulnay, de Rennes et des autres usines n'ont cependant pas les moyens financiers de tenir à eux seuls la grève longue nécessaire pour gagner. C'est pourquoi **il est crucial de constituer dès maintenant une gigantesque caisse de grève**, dans laquelle les travailleurs de PSA versent chaque mois une part de leur salaire et qui s'alimente surtout de collectes massives et systématiques auprès de la population du 93 et dans tout le pays. Les syndicats et les organisations du mouvement ouvrier peuvent lui apporter des contributions décisives. Pour éviter les tensions qui étaient survenues en 2007 à la fin de la grève d'Aulnay pour les salaires, il est indispensable qu'une seule caisse de grève soit constituée au niveau de l'usine et de tout le groupe, et qu'elle soit gérée, comme les autres aspects de la lutte, par les travailleurs eux-mêmes, avec leurs délégués élus et révocables des différentes syndicats et des non syndiqués.

4) *Convergence et coordination*

Enfin, la lutte à PSA a besoin pour gagner de la convergence avec les autres travailleurs en lutte contre les licenciements en même temps qu'elle peut leur servir de moteur décisif. **Nous ne pouvons pas compter sur les bureaucrates syndicaux** qui ont participé au « sommet social » avec le patronat et le gouvernement pour les aider à préparer leurs mesures d'austérité et leurs plans de licenciements au lieu de préparer les travailleurs à les combattre. En revanche, les **ouvriers de PSA pourraient prendre l'initiative d'une manifestation nationale contre les licenciements**, qui serait un moyen d'unifier les luttes aujourd'hui éparpillées et de tisser des liens à travers tout le pays. Ce serait aussi la seule façon de faire pression sur les directions syndicales, de les pousser à se prononcer pour aucun licenciement et à mobiliser, alors qu'elles refusent aujourd'hui de le faire.

Le 28 juin, de nombreux travailleurs de PSA sont venus de plusieurs sites manifester avenue de la Grande Armée, devant le siège. Ce rassemblement a finalement été fait au nom de tout le secteur automobile, notamment

sous l'impulsion de camarades du NPA. Ces milliers de travailleurs donnaient un avant-goût d'unité de classe, avec des salariés de Renault Cléon, de GM Strasbourg et même une délégation d'IG Metall venant de l'usine Opel de Bochum en Allemagne. De fait, si le plan de PSA passe, les autres constructeurs devront l'imiter pour faire face à sa compétitivité accrue et Renault a d'ores et déjà annoncé plusieurs centaines de suppressions d'emplois. C'est pourquoi toutes et tous les militant-e-s, les travailleurs et les jeunes disponibles doivent venir défilier derrière les travailleurs de PSA ! Et nous devons nous battre dans nos syndicats, du local au confédéral, pour qu'ils appellent à cette manifestation.

Les PSA se trouvent aux avant-postes de la lutte de classe en France. Leur victoire serait non seulement une victoire pour des familles entières menacées, mais ce serait la meilleure façon d'encourager à résister tous ceux et toutes celles qui sont aujourd'hui menacé-e-s de licenciements. Ce serait un changement radical de la situation sociale. Le NPA et tous les anticapitalistes doivent peser de toutes leurs forces en ce sens.

Ernest Everhard et Ludovic Wolfgang

Les travailleurs du pôle de presse CAP appartenant au groupe Hersant refusent le chantage à l'emploi et se mobilisent contre la destruction de leur outil de travail

L'avenir d'une partie des salariés de la Presse Quotidienne Régionale (PQR) s'assombrit dangereusement en devenant le jouet des banques et des actionnaires. Un des principaux groupes de presse français, plus précisément le 3e, l'entreprise GHM (Groupe Her-

sant Média) va ainsi pousser des centaines de salariés de la PQR à se confronter au principe de réalité capitaliste, celui du chômage et de l'humiliation sociale. Son pôle CAP (Champagne-Ardenne-Picardie) va subir une violente restructuration avec une saignée de

plus d'un tiers de ses personnels pour satisfaire l'acheteur potentiel, le groupe de presse belge Rossell-Voix du Nord.

GHM en quelques chiffres et quelques dates

Fin 2007, GHM, groupe de presse affichant une belle santé capitaliste, pèse 960 millions d'euros et 7200 salariés. Le groupe contrôle 27 titres de la presse régionale, 2 télévisions et 7 radios locales. Il détient des parts dans d'autres médias régionaux. Mais GHM, c'est aussi son « H », Philippe Hersant, heureux exilé fiscal résidant en Suisse pour échapper à l'impôt sur la plus-value, digne héritier des restes d'un empire de presse bâti par son père, Robert Hersant, ancien collaborationniste (fondateur de Jeune Front, groupuscule pro-nazi) passé à « Gauche » (Parti Radical-Socialiste et Fédération de la Gauche Démocratique Socialiste) puis repassant à Droite. Détenteur de presque 27 % de GHM, Philippe Hersant est également propriétaire, à hauteur de 80%, du groupe Éditions Suisses Holding. Depuis 2001, ce petit empire helvète prospère et se targue d'être plus rentable que son pendant français. Il affiche pour 2011 presque 60 millions de chiffre d'affaire.

Selon le journal *Les Échos*¹ le chiffre d'affaires de la partie française de GHM est, depuis 2008, en chute libre : 900 millions d'euros en 2008, 749 en 2009 et 697 en 2010 avec un résultat net pour l'année 2010 de - 217 millions. En ce qui concerne les salariés, leur nombre est tombé de 7200 en 2009 à 4200 en 2012 ; la différence s'explique par 4 PSE, le quatrième étant la liquidation définitive de la COMAREG (filiale de GHM) en novembre 2011. GHM tente donc de vendre au plus offrant l'outil de travail de milliers de salariés d'une presse en crise. Un groupe de 17 banques créancières, avec en tête BNP-Paribas, réclame les 200 millions que GHM leur doit. Qu'importe la manière, la fin justifiant les moyens, dût-elle laminer le droit du travail, le droit syndi-

cal, la liberté d'expression pour réduire drastiquement le coût du travail et une main-d'œuvre indocile et syndiquée.

La situation sociale et syndicale du Pôle CAP

L'annonce d'une reprise du Pôle CAP tombe comme un couperet le 9 mai dernier. C'est aussi la date de la première négociation réunissant repreneur, direction et syndicats, contrairement à ce qu'avance un communiqué du groupe Rossel en date du 27 juin 2012 annonçant qu'« *après 8 mois de négociations le groupe Rossel se retire du projet de rapprochement* » (*sic*).



La condition *sine qua non* de cette opération, présentée comme un sauvetage, est la suppression d'un tiers des emplois afin de rééquilibrer les comptes des différentes sociétés composant le pôle. Le chantage à l'emploi commence. Les sections syndicales FILPAC-CGT (fédération du livre), majoritaires aux différents comités d'entreprise, associées au SNJ-CGT (syndicat de journalistes), refusent la pression que le repreneur potentiel exerce sur les salariés et leurs représentants. Un bras de fer et une guerre de positions s'engagent progressivement entre la direction de GHM, le groupe Rossel, le soi-disant collectif de salariés non-syndiqués soutenus par la direction et la CFDT, d'un côté, la FILPAC-CGT soutenue par le SNJ-CGT, de l'autre.

Tout le pôle est concerné : la régie publicitaire CAP Régie, trois quotidiens régionaux (*L'Union L'Ardennais*, *L'Est-Eclair*, *Libé-*

ration Champagne) et le quadri-hebdomadaire *L'Aisne Nouvelle*. Le montage financier et entrepreneurial de GHM et de Rossel a pour finalité un projet industriel aux contours flous mais avec la certitude d'un plan dit de « Sauvegarde de l'Emploi » sacrifiant 230 salariés, dont 192 non-journalistes, sur un total de 650.

Les syndicats réformistes refusent de se battre contre les licenciements

Le site rémois, en l'occurrence le journal *L'Union* et son imprimerie, est au cœur et à la tête du conflit, car 350 salariés y travaillent, presque 55% des effectifs du pôle CAP. 170 000 exemplaires de journaux sortent chaque jour des rotatives rémoises pour irriguer d'informations locales les 4 départements du pôle. Ces réalités chiffrées laissent penser que les travailleurs peuvent prendre en main leur destin et leur outil de travail en expropriant les patrons. Mais très rapidement le front de la lutte se fissure, laissant une béance dans laquelle s'engouffrent désinformation patronale et opportunitisme syndical.

La FILPAC-CGT et le SNJ-CGT dénoncent le moins-disant social, mais contre-proposent un Plan de « Sauvetage de l'emploi »... de 125 licenciements, ce qui fait écrire à un journaliste de l'hebdomadaire rémois, *L'Hebdo du Vendredi* : « *On peut se demander pourquoi 125 et pas tout bonnement aucun* »².

Le 19 juin une partie des salariés organisés en collectif « Sauvons les journaux du pôle C.A.P », soutenue par la direction et la CFDT, a eu recours au sacro-saint référendum pour faire parler les urnes, poussant la tartufferie jusqu'à la théâtralisation en organisant le vote sous le contrôle d'huissiers. Le résultat de cette consultation donne 324 votants sur 624 inscrits. A la question « *êtes-*

1. Les Echos.fr, 3 juillet 2012.

2. *L'Hebdo du vendredi*, n°266, du 29 juin au 5 juillet 2012.

vous d'accord pour finaliser dans le cadre d'une reprise des négociations avec GHM-Rossel, le dernier plan connu », la majorité des salariés votants dit « oui ». Il faut reprendre l'illusoire dialogue social et sacrifier des emplois comme si le licenciement des uns protégeait l'emploi des autres.

Le 21 juin, à Reims, la FILPAC fait tonner sa colère contre l'impéritie et le mépris du duo Hersant-Rossel¹. La réunion des quatre CE, le 25 juin, débouche sur un statu quo. Rossel a bien compris qu'une division du front des salariés et des syndicats serait bénéfique à son plan B, projet de racheter des titres de presse à bas coût, suite à un dépôt de bilan, dégraissant au passage un maximum de salariés et se débarrassant par la même occasion des syndicats, empêcheurs de fouler au pied le droit du travail et d'exploiter sans entraves la force de travail.

Ainsi la désignation d'un coupable et d'un bouc-émissaire sert de repoussoir et de structuration idéologique à l'anti-syndicalisme, mais également à la contre-mobilisation réactionnaire, berçée d'illusions par les vertus du sacro-saint dialogue social et par celle du référendum. Une sorte de politique du pire qui dessert en définitive l'intérêt de tous les travailleurs.

Philippe Hersant est un multirécidiviste

En novembre 2011, la société COMAREG, filiale du groupe GHM, éditrice de journaux de petites annonces, notamment PARUVENDU, est liquidée, sans coup férir. Ainsi 1650 salariés (150 à Tinqueux, ville de la banlieue rémoise où se situait l'imprimerie Hebdoprint/Comareg) sont licenciés sans sourciller, en toute impunité, sans que s'émeuvent ni les politiques en général, ni le gou-

vernemment de droite en particulier. Depuis 2008, ce sont 1500² de leurs collègues qui ont été rayés du monde salarial. Hersant remporte le triste prix du plus important PSE de l'année 2011³.

Notre camarade Philippe Poulot s'était rendu sur le site et avait rencontré les salariés du site rémois Comareg/Hebdoprint et les avait exhortés à se battre, à unir leur lutte à d'autres pour la révolte sociale ; il avait rencontré malheureusement la résignation qui s'empare des salariés en colère, en de telles circonstances. Il les avait également accompagnés lors de leur occupation d'une radio locale, se faisant alors leur porte-voix pour une adresse au groupe GHM et au gouvernement. Ces derniers ont répondu aux travailleurs par un silence méprisant.

Depuis plusieurs années GHM restructure ses titres de presse. En février dernier, le pôle normand (*Paris-Normandie* et les journaux de la région havraise) subit le chantage à l'emploi, 365 salariés sont concernés et 260 pour le pôle Sud (*Nice-Matin*, *La Provence* entre autres). A chaque fois c'est la même antienne et les mêmes menaces : la suppression de postes ou la cessation de paiements. Ce chantage à l'emploi est une des caractéristiques du système capitaliste.

Sans vergogne ni sentiments, Hersant, ce représentant d'un patronat affichant morgue et mépris, brade ses biens pour les faire racheter à bas prix et épouser, au passage, ses dettes accumulées. Il a également bénéficié, pour amortir ses pertes financières, des largesses de l'Etat, du CIRI (Comité Interministériel de Restructuration Industrielle dépendant du Ministère de l'Economie, qui prétend sauver les entreprises en grande difficulté de plus de 400 salariés) et des AGS (le Régime des Garanties de Salaires).

Le véritable responsable, c'est le capitalisme

L'avidité d'un capitalisme prédateur et dévoreur de profits est la seule explication qui vaille. Les syndicats réformistes acceptent le cadre du capitalisme en crise, refusent de mener une véritable lutte et vont jusqu'à la compromission. Pourtant la journée nationale de non-parution des journaux le 5 juillet dernier a démontré la capacité de mobilisation des travailleurs et leur volonté d'en découdre avec un patronat arrogant, hysterisé par des années sarkoziniennes, fastes pour lui et dévastatrices pour les travailleurs.

Avec une confluence de toutes les luttes dans les imprimeries et en dehors, nous pourrons construire une riposte unitaire auto-organisée pour s'opposer au gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault et au système qu'il conforte et cautionne.

Ce que nous voulons

– Nous devons refuser TOUS les licenciements et les suppressions de postes dans le privé et dans le public. De fait l'intérêt des salariés est de ne pas être sacrifiés sur l'autel du profit. Pour interdire les licenciements, il faudra rompre avec le capitalisme lui-même.

– Exproprions les capitalistes de leurs entreprises que nous devons réquisitionner et qui devront passer sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.

– Les conflits sociaux locaux doivent confluir pour une Lutte majuscule contre tous les plans sociaux, d'Air France, de PSA, de GHM, etc., seule chance d'emporter des victoires pour notre classe.

Léo David

1. <http://indignesdupolecap.wordpress.com/>

2. <http://tinyurl.com/paruvendu>

3. Voir Ecrans.fr; *L'Hebdo du vendredi*, n°266 du 29 juin au 5 juillet 2012, p.4; Liberation.fr, 20 mai 2012.

Crédit immobilier de France : nationaliser pour sauver les emplois !

(Article paru dans *Tout est à nous* du 27 septembre 2012)

Tout s'est déroulé très rapidement et sans mot dire : le 28 août, Moody's dégrade de trois crans la note du *Crédit immobilier de France* (CIF) ; trois jours plus tard, l'État accorde une garantie de 20 milliards d'€ au CIF. Concrètement, cela signifie que l'État remboursera les créanciers du CIF au cas où le CIF ne serait plus en capacité de le faire. On comprend la volonté de discréction du gouvernement : pendant sa campagne, Hollande avait juré que plus jamais on ne renflouerait les banques avec l'argent du contribuable ! On n'en est pas encore là, mais avec cette garantie, l'État adresse un message limpide : les capitalistes ne perdront rien, et ce sont les impôts payés majoritairement par les travailleurs qui constitueront, « au cas où », la variable d'ajustement.

Comment en est-on arrivé là ? Créé en 1908, regroupant 300 agences et 2 500 salariés, le CIF finance des crédits immobiliers aux particuliers en empruntant à court terme sur le marché interbancaire (auprès des autres banques). Le CIF ne collecte pas de dépôts : ses ressources dépendent donc uniquement de la confiance des marchés. Or, avec la crise, les banques hésitent de plus en plus à se prêter mutuellement. En outre, les sombres perspectives du marché immobilier ont précipité la crise de liquidité : trouvant de plus

en plus difficilement des créanciers pour faire face à ses échéances de remboursement, la dégradation de Moody's a signé le coup de grâce : sans la garantie de l'État, le CIF serait en faillite.



Que va-t-il se passer maintenant ? Faute de repreneur (la *Banque postale* a décliné...), l'État programme la mort lente du CIF, en stoppant l'octroi de nouveaux crédits et en ordonnant la gestion des affaires courantes en attendant que l'ensemble des crédits (424 000) arrivent à échéance. Ainsi, ce sont les ménages modestes qui profitent de conditions intéressantes de crédit qui sont immédiatement pénalisés et qui ne peuvent plus accéder à la propriété de leur logement. Ceci au moment où les crédits immobiliers accordés par les banques ont reculé de 31,4% sur les huit premiers mois de l'année 2012. Alors que les mises en chantier reculent, la disparition du CIF pourrait accélérer cette tendance et aiguiser les problèmes de logement de nombreux travailleurs, malgré un début de baisse des prix immobiliers qui pourrait s'amplifier dans les mois qui viennent.

Les salariés du CIF sont mobilisés contre la fin programmée de leur banque : jeudi 13 septembre, 1 700 (selon la police) à 2 000 (selon les syndicats) sont venus de toute la France manifester à Paris, pour défendre leur emploi et l'accession à la propriété pour les foyers modestes. Une banderole « le marché sauvé, le personnel sacrifié » synthétisait parfaitement les objectifs du « sauvetage » du CIF.

Il existe pourtant une autre issue, que le gouvernement ne veut évidemment pas envisager : la nationalisation sous le contrôle des travailleurs, afin de pérenniser l'activité (sans aucun licenciement) et la soustraire à la pression des marchés financiers. Il faut en outre réorganiser le financement du logement populaire qui devrait être pris en charge par un monopole public à partir de l'épargne des ménages (livret A, etc.) sans avoir recours à l'emprunt sur les marchés.

Plus globalement, c'est l'expropriation du secteur bancaire privé et la constitution d'un monopole public bancaire entre les mains des travailleurs et de leurs représentants qui peut nous sortir de la crise. Exproprier les capitalistes et prendre collectivement le contrôle de la monnaie, du crédit, et des grands moyens de production : voilà les grands axes d'une alternative socialiste à la crise du capitalisme.

Gaston Lefranc

Panorama de la crise et des plans d'austérité dans la zone euro

L'économie mondiale au ralenti et la zone euro à nouveau en récession

Après le plongeon de 2009 et le retour poussif d'une croissance très faible en 2010 et 2011, la zone euro est à nouveau en récession depuis la fin de l'année dernière. Les pays de l'Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal, Italie) sombrent dans la dépression, alors que la France connaît une croissance nulle selon l'INSEE et une décroissance selon l'OCDE. Pour parachever le tableau européen, l'Allemagne est également en récession depuis cet été selon l'OCDE. Pour l'ensemble de la zone euro, l'indice « PMI composite », qui reflète l'état des commandes et des attentes dans l'industrie et les services, s'est replié à 45,9 points ce mois-ci, contre 46,3 points en août. Il s'agit de la plus forte contraction en plus de trois ans.

Dans le même temps, les États-Unis ne sont pas en récession, mais ils ont une croissance faible, et le taux de chômage stagne à un haut niveau ; la production industrielle a chuté de 1,2% en août par rapport au mois précédent.

Surtout, les « réserves de croissance » se tarissent partout dans le monde. Les pays « émergents » les plus dynamiques ralentissent sensiblement :

- le gouvernement brésilien a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2012 (2% contre 7,5% en 2010 et 2,7% en 2011) ;
- le FMI prévoit une croissance de 8% en Chine en 2012 (contre 10,4% en 2010 et 9,2% en 2011) et la croissance au 2e trimestre a été de 7,6%, la plus basse depuis 3 ans ;

– en Inde, le PIB a augmenté de 5,5% au 2e trimestre, le taux le plus bas depuis 10 ans ; le gouvernement a décidé d'ouvrir la grande distribution et l'aviation civile aux investisseurs étrangers pour tenter de relancer la croissance.

La réalité a contraint le FMI à annoncer une prochaine révision (le 9 octobre) à la baisse de ses prévisions de croissance. Le FMI prévoit actuellement une croissance mondiale de 3,5% en 2012 et 3,9% en 2013, mais ces chiffres sont d'ores et déjà caducs (cf. Figure 2).

France

Dans une intervention télévisée le 9 septembre, Hollande a annoncé un plan de rigueur historique :

– une hausse d'impôts de 20 milliards : 10 milliards d'impôts touchant les ménages (surtout les plus aisés nous promet-il), 10 milliards touchant les entreprises (surtout les grosses promet-il)

– une réduction des dépenses publiques de 10 milliards

Il a par ailleurs réduit considérablement l'impact de la taxe à « 75% » sur les revenus supérieurs à 1 million : les revenus du capital (plus-value, dividendes, intérêts) seront exonérés alors qu'ils constituent la plus grande partie des revenus des super riches, et la CSG et la CRDS seront déduites, si bien que le taux réel de la taxe sera de 67%. Cette taxe ne toucherait qu'environ 2 000 personnes.

Mais Hollande et le gouvernement ont surtout mis sur la table deux grandes réformes pour créer un « choc de compétitivité » (traduction : baisser massivement le

'coût du travail' pour les patrons et donc les inciter à embaucher) – expression d'abord utilisée par Gallois (qui va rendre en octobre un rapport sur la compétitivité) puis reprise par Ayraut :

– la fiscalisation du financement de la protection sociale en baissant massivement les cotisations sociales et en augmentant la CSG¹

– une réforme du marché du travail afin de mettre en place la « flexsécurité », c'est-à-dire la possibilité de licencier plus facilement pour les patrons contre un petit peu d'accompagnement (formation, etc.) pour les salariés. Sappin a d'ores et déjà envoyé un premier document aux « partenaires sociaux » pour qu'ils commencent à discuter en vue de conclure un « compromis historique »

D'ores et déjà, le gouvernement a fait voter (y compris par les députés du Front de gauche, qui sont bien apparus pour l'occasion comme ses flancs-gardes) les « emplois d'avenir », c'est-à-dire des contrats précaires pour les jeunes subventionnés à 75% par l'État. Les « contrats de génération » seront également votés avant la fin de l'année : ils permettront aux entreprises qui maintiennent un « senior » (plus de 57 ans) en poste tout en embauchant un jeune (moins de 25 ans) de bénéficier d'allégements de charge. Contrairement à ce qu'avait annoncé Hollande pendant sa campagne, ces allégements s'ajoutent aux allégements existants, qu'il n'a plus l'intention de remettre en cause. Le patronat peut applaudir !

La feuille de route est toute tracée : malgré la taxe à 75%

1. Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-396.pdf> pour une analyse plus approfondie des enjeux de la fiscalisation de la Sécurité sociale

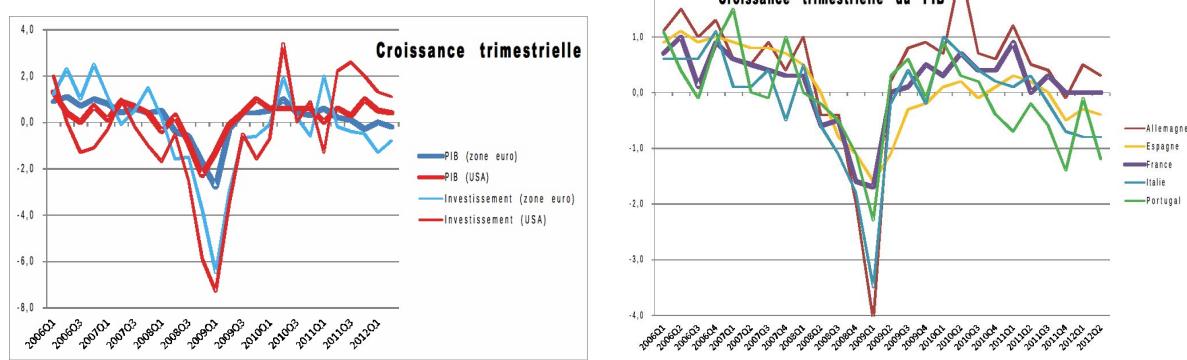


FIGURE 2 – Croissance dans la zone euro et aux USA.

pour amuser la galerie et les quelques hausses d'impôts pour les salariés les plus aisés, Hollande s'apprête à mettre en place deux contre-réformes structurelles visant à abaisser massivement le « coût du travail » et à donner plus de pouvoir aux capitalistes.

Il est en outre plus que probable que le nouveau plan de rigueur de 30 milliards ne sera pas le dernier. D'ores et déjà, un économiste proche de Hollande, Philippe Aghion, indique que « *le respect des 3% avec 0,8% de croissance va coûter beaucoup plus que 30 milliards* ». De son côté, Artus prévoit – si les choses devaient en rester là – un déficit public de 4% du PIB en 2013 et il incite Hollande à aller encore plus loin dans les attaques contre le prolétariat, compte tenu du manque de compétitivité de l'économie française : perte de la moitié des parts de marché depuis l'an 2000, faible rentabilité des entreprises industrielles, baisse de gamme de l'ensemble de l'économie, etc. En effet, la France a un « déficit de compétitivité » et elle doit combler son retard sur ses concurrents (l'Allemagne a déjà fait son « choc de compétitivité » dans les années 2000 grâce au « social-démocrate » Schröder, et les pires mesures se succèdent en Espagne, Portugal, Grèce, etc.), cf. Figure 3.

Depuis le 1er janvier 2009, 1 132 sites industriels de plus de 10 salariés ont fermé contre 786 créations, soit un solde net négatif de

346 usines. Depuis le début de l'année 2012, on recense 208 annonces de fermetures (50% de plus qu'en 2011 sur la même période de l'année) pour 130 ouvertures.

Espagne

Le dernier plan d'austérité, annoncé en juillet 2012, afin de respecter les engagements de réduction du déficit public (le faire passer de 8,9% en 2011 à 6,3% cette année, 4,5% en 2013 et 2,8% en 2014) comprenait les mesures suivantes :

- augmentation de trois points de la TVA
- baisse des cotisations sociales de 1 point en 2013 et de 1 point en 2014
- baisse du salaire des fonctionnaires d'environ 7% (qui s'ajoute à la baisse de 5% sous Zapatero) avec la suppression du 14e mois
- baisse des allocations chômage : à partir du sixième mois d'inactivité, au lieu de recevoir 60% du subside, les chômeurs ne percevront plus que 50%
- nouvelle vague de privatisation des entreprises publiques

Un nouveau « plan de réformes » se discute avec les officiels européens (la *Commission* suggère de repousser l'âge de départ à la retraite, qui a déjà été porté de 65 à 67 ans en 2011) et sera annoncé le 28 septembre ; le ministre

de l'économie a d'ores et déjà indiqué qu'il fallait s'attendre à de « *nouveaux et indispensables sacrifices* ».

Pendant deux mois (juin et juillet), les mineurs des Asturies ont fait grève contre la fermeture programmée des mines. Leur mouvement, qui s'est terminé sans aucun résultat, a été isolé et trahi par les bureaucraties syndicales (l'UGT proche des « socialistes » et les CCOO proche des « communistes »)

Samedi 15 septembre, des centaines de milliers de manifestants (selon RFI) ont défilé à Madrid contre l'austérité (mais le gouvernement n'a annoncé que 65 000 manifestants).

Portugal

La récession est importante : - 3,3% au 2e trimestre 2012 et le taux de chômage dépasse les 15%, si bien que le gouvernement ne pourra pas atteindre l'objectif de baisser le déficit public à 4,5% du PIB cette année (et à 3% en 2013). La « troïka » (FMI, UE, BCE) l'a admis, tout en maintenant la pression sur le gouvernement.

Suite au rejet par le Tribunal Constitutionnel de la suppression en 2013 des 13e et 14e mois de salaires des fonctionnaires, le gouvernement a annoncé le 7 septembre de nouvelles mesures d'austérité et de cadeaux au patronat : la hausse de 11% à 18% du taux de cotisations salariales (ce qui équivaut à

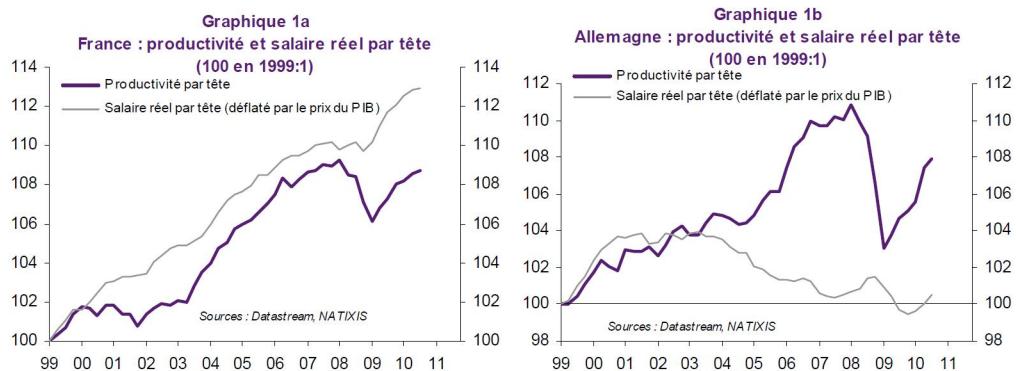


FIGURE 3 – Lecture des graphiques : en France, la productivité du travail a augmenté plus vite que les salaires réels, si bien que la part des salaires dans la valeur ajoutée a légèrement augmenté au cours des années 2000 ; en revanche, le salaire réel a globalement stagné en Allemagne ces dix dernières années, si bien que les gains de productivité ont été totalement captés par les capitalistes.

la perte d'environ 1 mois de salaire), et la baisse du taux de cotisations patronales de 23,75% à 18%, une ponction équivalente à une mois de salaire.

Ces mesures s'ajoutent aux mesures d'austérité prises précédemment : hausse du taux de TVA de 13% à 23% (et de 6% à 13% pour le taux réduit) ; coupes de 800 millions dans le budget de la santé ; suppression de 4 jours fériés et de 3 jours de congé ; réduction des indemnités de licenciement ; etc.

Samedi 15 septembre, des manifestations impressionnantes contre l'austérité ont eu lieu dans les principales villes, avec notamment plus de 100 000 manifestants à Lisbonne. Alors qu'un nouveau rassemblement est appelé à Lisbonne le 29 septembre, le gouvernement a décidé le 22 septembre de ne pas appliquer les mesures annoncées le 7 septembre, et d'étudier des mesures « alternatives ».

Italie

La récession est importante (-0,7% aux 2e et 3e trimestres 2012)

et malgré les déclarations optimistes de Monti, la Banque centrale d'Italie prévoit une poursuite de la récession en 2013.

Depuis juillet 2012, de nouvelles mesures d'austérité se sont ajoutées aux plans précédents :

- diminution du nombre de fonctionnaires de 10%
- suppression des concours de la fonction publique jusqu'en 2015
- économies de 20% à 60% sur les fournitures utilisées dans l'administration ; par exemple les ministères devront diviser par deux leurs dépenses en papier
- baisse de 5 à 8 milliards d'€ de budget pour les hôpitaux et la santé : suppression massive de lits d'hôpital voire de cliniques entières.

Grèce

La Grèce n'en finit pas de sombrer avec 5 années de décroissance. Le PIB a reculé de 6,9% en 2011, de 6,5% au 1er trimestre 2012 et de 6,2% au 2e trimestre 2012. La « troïka », de retour en Grèce, presse le gouvernement d'agir plus

vite et plus fort contre les travailleurs. Les privatisations s'accélèrent et un nouveau plan d'austérité de 11,5 milliards a été annoncé par le gouvernement d'union nationale entre la Nouvelle démocratie, le PASOK et de la Gauche démocratique ; ses modalités sont toujours en cours de négociation avec la troïka. Le FMI insiste notamment pour que les salaires des fonctionnaires (qui ont déjà baissé de 25 à 40% depuis 2010) soient à nouveau diminuer, ainsi que pour un nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite (de 65 à 67 ans). L'enjeu des négociations est le déblocage d'un versement de 31,5 milliards, nouvelle tranche du prêt de 130 milliards accordé en février.

Les manifestations reprennent de la vigueur après la mise en place du nouveau gouvernement et la pause estivale. 30 000 personnes ont manifesté à Salonique le 8 septembre. Les deux centrales syndicales grecques appellent à une « grève générale » de 24h le 26 septembre.

Gaston Lefranc

TSCG et MES : la bourgeoisie s'organise au niveau européen pour imposer ses plans d'austérité et sauver l'euro

Depuis le déclenchement de la crise en 2007-2008, l'objectif des bourgeoisies les plus puissantes d'Europe – en premier lieu de la bourgeoisie allemande – n'a pas varié : sauver l'euro (qui les avantage) et contraindre les pays les plus fragiles à rembourser la plus grande partie de leur dette. Le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe) et le MES (Mécanisme européen de solidarité), indissociables, visent à satisfaire ces objectifs en plaçant l'austérité hors d'atteinte du contrôle du Parlement et en mettant en place des mécanismes financiers visant à éviter le défaut de paiement et la sortie de l'euro des États les plus fragiles. Plus le temps passe, plus les « plans de sauvetage » (et donc les prêts des États les plus solides aux États les plus faibles) s'additionnent, et plus les conséquences d'un défaut des pays de l'Europe du Sud seraient désastreux pour l'Allemagne ou la France. D'où l'enjeu et la détermination des bourgeoisies européennes les plus puissantes à imposer le TSCG et le MES.

La genèse du TSCG et du MES

A la suite du premier plan « d'aide » à la Grèce en 2010 (sous forme de prêts du FMI et de prêts bilatéraux d'État à État), les États membres de l'UEM (Union économique et monétaire) ont mis en place en mai 2010 :

– le *Fonds européen de stabilité financière*. Ce fonds était « doté » d'une capacité de 440 milliards d'€, correspondant aux capitaux qui pouvaient être empruntés sur les marchés financiers avec la garantie des 17 États membres de la

zone euro (garantie au pro-rata de la contribution de chaque État au capital de la BCE). Le FESF, régi par le droit luxembourgeois des sociétés, a été mobilisé pour prêter à l'Irlande (17,7 milliards dont 12 déjà prêtés), au Portugal (26 dont 17,4 déjà prêtés), à la Grèce (144,6 dont 107,9 déjà prêtés), et à l'Espagne cet été (100 dont 30 déjà prêtés). Au total, environ 220 milliards ont déjà été prêtés aux États en difficulté via le FESF.

– le *Mécanisme européen de stabilité financière*. Ce mécanisme permet à la Commission européenne d'emprunter sur les marchés pour un montant maximal de 60 milliards avec la garantie du budget de l'UE. 48,5 milliards ont déjà été utilisés pour prêter à l'Irlande (22,5 milliards) et au Portugal (26 milliards).

Le principe est simple : pour faire face à l'envolée des taux d'intérêts sur les titres de la dette publique des États les plus fragiles, les États les plus solides empruntent (*via* une entité commune) sur les marchés financiers, et repèrent ensuite aux États les plus fragiles à des taux inférieurs à ceux du marché.

Parallèlement à ces dispositifs « d'aide », des dispositifs européens visant à renforcer la discipline budgétaire ont été mis sur pied pour encadrer la politique des « mauvais élèves » et tenter de s'assurer du remboursement des prêts :

– la mise en place du « semestre européen » en janvier 2011 a autorisé la Commission européenne à examiner les projets de budget nationaux avant qu'ils ne soient débattus devant les parlements nationaux ;
– le *Pacte de stabilité et de crois-*

sance a été renforcée par cinq règlements et une directive (formant le « Six Pack ») en octobre 2011 : il faudra notamment désormais réunir une « majorité qualifiée » pour s'opposer aux sanctions financières proposées par la Commission européenne

Le mécanisme européen de stabilité (MES)¹

Dès leur création, le FESF et le MES ont été conçus comme des dispositifs provisoires devant laisser place à un dispositif pérenne : le *Mécanisme européen de stabilité* (MES). La version définitive du MES (février 2012) est une nouvelle institution européenne, une structure intergouvernementale dirigée par un conseil des gouverneurs, composé des ministres des finances de chaque pays de l'UEM. Le MES dispose d'un capital propre initial de 80 milliards (apportés en plusieurs tranches, d'ici 2014, par les États de l'UEM) et d'une capacité de prêt de 500 milliards.

Le MES pourra acheter des titres de la dette publique sur le marché primaire ou le marché secondaire², et il pourra accorder des prêts aux États. Il ne pourra pas se refinancer auprès de la BCE (ce qui nécessiterait l'attribution d'une « licence bancaire ») et il devra donc emprunter sur les marchés financiers. Dans l'urgence, il prendra ses décisions à la majorité qualifiée de 85%, ce qui octroie un droit de veto à l'Allemagne, la France et l'Italie.

Pour le moment, il n'est pas prévu que le MES puisse directement prêter aux banques. Le MES prête aux États (ce qui augmente donc leur dette), qui prêtent ensuite à « leurs » banques. Des

1. Texte du traité : http://www.xn--lecanardrppublicain-jwb.net/IMG/pdf/DOC-12-3_FR.pdf

2. Le marché primaire concerne l'émission d'actifs financiers (marché du neuf) ; le marché secondaire est celui de l'achat et de la vente d'actifs financiers déjà existants (marché de l'occasion)

discussions ont lieu actuellement pour permettre au MES de recapitaliser directement les banques. Le gouvernement allemand fixe pour cela une condition : mettre en place une « union bancaire », c'est-à-dire permettre à la BCE de surveiller les banques, de les contraindre à se restructurer sous la menace de leur retirer leur « licence bancaire ». Cela constituerait un saut qualitatif important : le sauvetage des banques serait piloté au niveau européen, avec des fonds européens et un contrôle européen, sans passer par l'intermédiaire des États. Le dispositif permettrait en outre de camoufler l'aggravation de l'endettement public mesuré actuellement par l'endettement des États nationaux.

Suite au feu vert donné par la Cour constitutionnelle allemande le 12 septembre, le MES peut désormais entrer en vigueur. Les pays souhaitant bénéficier de « l'aide » du MES devront satisfaire aux critères de discipline économique et budgétaires établis dans le TSCG.

Le Traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance (TSCG) (ou « Pacte budgétaire »)¹

Le TSCG a été signé le 3 mars 2012 par les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'UE, à l'exception du Royaume-Uni et de la Tchéquie. Il matérialise et pérennise les dispositifs (« semestre européen, « six pack », etc.) adoptés par les sommets européens précédents. Son entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2013.

Les principaux points du TSCG sont les suivants :

– Le déficit public « structurel » des États (corrigé des aléas conjoncturels, ce qui laisse une marge d'interprétation) ne devra pas dépasser 0,5% du PIB (article 3, alinéa 1, point b). Cela revient

à diviser par 10 le déficit public actuel (et à trouver plus de 80 milliards pour ce qui concerne la France) !

– « *Un mécanisme de correction est déclenché automatiquement si des écarts importants sont constatés par rapport à l'objectif à moyen terme ou à la trajectoire d'ajustement propre à permettre sa réalisation* » (article 3, alinéa 1, point e). Les États doivent prévoir des « *dispositions contraintes et permanentes* » (inscrites dans la constitution ou une loi organique qui s'impose aux parlementaires) : c'est la fameuse « règle d'or ». Il s'agit donc de sanctuariser une politique économique d'austérité, à l'abri de tout contrôle parlementaire et donc des pressions populaires. On mesure l'ampleur de l'attaque anti-démocratique et anti-sociale que constitue le TSCG.

– La Cour de Justice Européenne, sur saisine de la Commission de Bruxelles ou d'un État membre, jugera si les « mécanismes de correction » nationaux sont bien conformes à la lettre et à l'esprit du TSCG, avec menace d'amende à la clé d'un montant de 0,1 % de PIB (article 8).

– Les États en « *déficit excessif* » devront « *mettre en place un programme de partenariat budgétaire et économique comportant une description détaillée des réformes structurelles à établir et à mettre en œuvre pour assurer une correction effective et durable de son déficit excessif* » (article 5). La Commission surveillera l'application de ce programme et pourra imposer ses recommandations aux États (sauf si une majorité qualifiée d'États s'y oppose).

– « *Lorsque le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut d'une partie contractante est supérieur à la valeur de référence de 60 % (...), ladite partie contractante le réduit*

à un rythme moyen d'un vingtième par an » (article 4) : ainsi, puisque la dette publique française se monte aujourd'hui à environ 1 700 milliards d'€ (environ 87 % du PIB), la réduire d'un vingtième (5%) par an signifie trouver 85 milliards d'euros, soit 20 % du budget de l'État ! Si les États ne respectent pas cette obligation, ils seront sanctionnés financièrement.

Le projet de loi organique de transcription de la règle d'or dans la législation nationale²

Deux votes seront organisés au parlement : l'un sur le traité et l'autre sur la loi organique traduisant le TSCG dans la législation nationale. Le projet de loi (tel que révélé par *Mediapart*) prévoit la mise en place d'un *Haut conseil des finances publiques* chargé de veiller à la bonne application du TSCG et des mesures d'austérité. Alors que l'aile gauche du PS et les Verts ont annoncé leur intention de s'opposer au traité (qui de toute façon sera adopté puisque la droite votera pour), ils n'excluent pas de voter pour la loi organique, où Hollande pourrait avoir besoin d'eux (puisque l'UMP menace de ne pas voter la loi organique, exigeant que la règle d'or soit inscrite dans la constitution). Voilà à quoi en sont réduits « l'aile gauche » du PS et les Verts : faire mine de s'opposer au traité, tout en prenant soin de ne pas mettre Hollande en difficulté lors des votes cruciaux.

Pacte pour la croissance et l'emploi³

Adopté lors du sommet européen du 28-29 juin, le « Pacte pour la croissance et l'emploi » se fixe pour objectif de « *promouvoir la croissance et la compétitivité* » par la mise en place de « *réformes structurelles* » consistant notamment en « *l'ouverture de la concurrence* ».

1. Texte du TSCG : http://www.xn--lecanardrpublicain-jwb.net/IMG/pdf/08--_tscg-fr-12.pdf

2. Texte du projet de loi : <http://tinyurl.com/pacte-budgetaire>

3. Texte : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/131408.pdf

rence dans le secteur des entreprises de réseau », « l'achèvement complet du marché intérieur de l'énergie en 2014 ».

Le Pacte prévoit de « mobiliser » 120 milliards pour la croissance (1% du PIB européen...) :

- 60 milliards d'augmentation de la capacité de prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI) grâce à une augmentation de capital de 10 milliards ;
- 55 milliards venant des fonds européens structurels, qui pourraient

être utilisés pour financer les PME ou d'autres actions ;

- 4,5 milliards sous forme de « project bonds » (obligations pour financer des investissements portant sur des infrastructures).

Ce plan de « 120 milliards » est avant tout un plan de communication : la moitié de ces 120 milliards est un redéploiement de dépenses prévues. L'autre moitié est pour l'instant virtuelle, puisqu'il s'agit d'augmenter la capacité de prêt de la BEI. Mais rien ne ga-

rantit que les crédits seront effectivement accordés ou qu'ils ne remplaceront pas des crédits qui auraient de toute façon été accordés par d'autres banques.

En outre, ce plan ne change absolument pas l'idéologie du TSCG : au contraire, il s'inscrit explicitement dans la perspective de « l'assainissement budgétaire » et de l'austérité.

Gaston Lefranc

Aucune politique monétaire ne peut nous sortir de la crise !

Un débat agite particulièrement les économistes bourgeois ce mois-ci : quelle politique monétaire faut-il mener pour favoriser le retour de la fameuse « croissance » ? Tout le monde y va de son commentaire sur ce que devrait faire la BCE et la Réserve fédérale (« Fed »), comme si ces dernières pouvaient avoir la solution miracle à la crise. En fait, les politiques monétaires ne peuvent pas nous sortir de la crise, qui est une crise de suraccumulation du capital et nécessite donc une immense destruction de capital (et d'emplois) pour que le système puisse se revigorier.

La BCE décide de racheter de façon « illimitée » la dette publique des États

Lors d'une conférence de presse le 6 septembre, Mario Draghi (président de la BCE) a annoncé que la BCE allait racheter « sans limite » (c'est-à-dire sans s'engager sur un montant précis) aux banques et autres organismes financiers les

titres de dette publique (d'une maturité comprise entre 1 et 3 ans) qu'ils détiennent¹. Draghi a en outre précisé les conditions de ces rachats :

- les États qui veulent voir leur dette rachetée par la BCE devront faire appel au FESF (Fonds Européen de Solidarité Financière), puis bientôt au MES (Mécanisme Européen de Stabilité²), et donc mettre en place des plans d'austérité drastiques sous le contrôle des institutions européennes ;

- les rachats de dette publique seront « stérilisés », c'est-à-dire que la BCE compensera ces achats par des ventes d'autres titres, afin de récupérer la monnaie centrale déversée en contrepartie des achats de titres de la dette publique. Ce qui serait donné d'une main serait repris de l'autre, si bien que la monnaie centrale en circulation n'augmenterait pas.

Beaucoup d'économistes, et notamment ceux de sensibilité keynésienne, ont reproché dans le

passé à la BCE de mener une politique monétaire restrictive (en comparaison de ce que fait la Fed). Il est vrai que les traités européens interdisent à la BCE d'acheter des titres de la dette sur le marché primaire ou de prêter directement aux États (et encore moins de faire des avances!), mais c'est aussi le cas de la Fed ou de la Banque d'Angleterre. Mais depuis mai 2010 déjà, la BCE, tout comme la Fed mais moins massivement, achète des titres de la dette publique (espagnols, italiens, portugais, irlandais, grecs) sur le marché secondaire.



Mario Draghi, ancien vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs entre 2002 et 2005

1. Emboitant le pas de la BCE, la Fed a décidé, le 13 septembre, de se lancer dans un nouveau cycle de « quantitative easing » (assouplissement quantitatif), en annonçant un nouveau programme de rachat (de 40 milliards de dollars par mois) d'actifs immobiliers titrisés (et non de titres de la dette publique). Le but principal de cette opération est de soutenir le marché immobilier et d'éviter un effondrement boursier avant les élections de novembre 2012. Alors que Romney, l'adversaire républicain d'Obama, a déjà fait comprendre qu'il ne reconduirait pas Bernanke à la tête de la Fed, ce dernier amplifie le « quantitative easing » pour faire « tenir » les marchés jusqu'à la fin de l'année.

2. Cf. notre article « TSCG et MES : la bourgeoisie s'organise au niveau européen pour imposer ses plans d'austérité et sauver l'euro », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-406.pdf>

Avec sa politique de rachat « illimité » de dette publique, Draghi poursuit trois objectifs :

- éviter que les taux d'intérêt exigés par les créanciers des États augmentent dans des proportions qui menacent le remboursement de la dette
- permettre aux détenteurs de titres de la dette publique de s'en débarrasser à un bon prix auprès de la Banque centrale, qui joue alors son rôle de bienfaitrice au service des marchés
- de façon plus générale, soutenir la valorisation du capital fictif : même si les achats de titres de la dette publique doivent être en théorie « stérilisés », il est possible qu'ils ne le soient pas totalement si ces achats prennent de l'ampleur avec l'approfondissement de la crise de la dette. Le déversement de liquidités (monnaie centrale) n'a pas pour objectif de relancer la croissance (les banquiers centraux n'ont pas les illusions des keynésiens idéalistes...) mais a un objectif de court terme plus prosaïque : alimenter les bulles financières, et donc servir les intérêts des capitalistes financiers. C'est ce qu'a fait abondamment la Fed depuis les années 1990

Cette politique – soutenue par Hollande et Merkel – n'a rien de « sociale » et elle est d'ailleurs couplée avec l'aggravation des politiques d'austérité : coupes budgétaires, réformes structurelles pour baisser le « coût du travail ».

Néanmoins, on ne peut pas dire, comme le fait un communiqué récent du NPA¹, que la BCE va intervenir « *en faisant payer la dette aux contribuables* ». En effet, la BCE ne va pas racheter des titres de la dette en utilisant des fonds collectés auprès des contribuables. La BCE achète les titres de la dette publique (sur le marché

secondaire) en créant, *ex nihilo*, de la monnaie centrale. On ne peut donc pas dire qu'il y a ponction sur les contribuables.

Le président de la Bundesbank (Jens Weidmann) a contesté la politique de Draghi², et les capitalistes peuvent effectivement le faire avec plusieurs arguments :

- en perturbant la fixation spontanée des taux d'intérêt, on dispenserait les États fragiles de mettre en place les plans d'austérité exigés par la situation
- on violerait de façon subrepticte, la règle de non renflouement des États par la BCE
- on alimenterait une inflation financière ou/et une inflation des prix

La politique mise en œuvre par la BCE ou la Fed n'est pas plus (ni moins) progressiste que celle prônée par la Bundesbank. Pourtant, comme nous allons le voir, de nombreux économistes de « gauche » appellent de leurs vœux une politique monétaire « expansionniste », et, même s'ils critiquent Draghi, ils considèrent que sa politique est meilleure que celle prônée par la Bundesbank. Derrière cette appréciation, il y a la conviction qu'il existe un lien causal entre création monétaire et richesse.

Les keynésiens en veulent plus : ils veulent une monétisation massive des dettes

Les keynésiens ont, au contraire de la Bundesbank, reproché à Draghi de ne pas aller assez loin, même si certains y voient un pas dans la bonne direction :

- Paul Krugman³ applaudit les décisions récentes de la BCE et de la Fed, et aimeraient que les achats de dette publique soient massifs

– Jacques Sapir⁴ critique les conditions du rachat des titres de la dette publique (contrepartie en terme d'austérité, stérilisation), ce qui limiterait la création monétaire. Selon lui, la BCE devrait créer massivement de la monnaie centrale en achetant directement de la dette sur le marché primaire, ce qui augmenterait la masse monétaire en circulation, ce qui relancerait la production sans créer d'inflation.

– Certains⁵, et Hollande aurait également aimé pouvoir l'imposer à Merkel, sont pour donner au MES une « licence bancaire ». Cela permettrait de contourner l'interdiction faite à la BCE de prêter directement aux États : la BCE prêterait au MES à 0%, qui prêterait ensuite aux États à 0% (ou presque)

Les préconisations de Sapir rejoignent celles proposées par Husson ou Aubin dans son exposé à l'université d'été du NPA⁶ : la « monétisation de la dette » (sous forme du recours à l'emprunt direct auprès de la banque centrale) contribuerait à la sortie de crise.

On peut distinguer deux options parmi les keynésiens (dont le point commun est de croire que la Banque centrale est la « clé » de la relance de l'activité) :

- les keynésiens « réalistes » (Krugman, Stiglitz, etc.) veulent que la BCE crée massivement de la monnaie centrale en contrepartie de titres achetés aux banques (notamment des titres de la dette publique), en espérant que cette in-

1. <http://www.npa2009.org/content/la-bce-au-secours-des-banques-et-des-spu%C3%A9culateurs>

2. Cf. <http://tinyurl.com/lesechos-merkel>

3. <http://krugman.blogs.nytimes.com/2012/09/06/draghi/>

4. <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2012/09/jacques-sapir-lannonce-de-mario-draghi.html>

5. Par exemple : <http://tinyurl.com/regards-cityoyens>

6. Le topo présenté est une reprise, à peu de choses près, de celui-ci (émanant de l'Apex, un groupe d'experts au service des comités d'entreprises) : <http://fr.slideshare.net/apexgroupe/apex-det dette-crise-12300411>

Une banque centrale peut-elle faire faillite ?

Une entreprise a des actifs et des dettes. Une entreprise est solvable tant que la valeur de ses actifs (ce qu'elle détient) est supérieure à la valeur de ses dettes (ce qu'elle doit). La différence constitue la « situation nette » ou les « fonds propres » de l'entreprise [On a donc l'équation comptable suivante : ACTIF = PASSIF (DETTE + FONDS PROPRES)]. Quand la valeur des dettes devient supérieure à la valeur des actifs, l'entreprise doit être « recapitalisée » (de l'argent doit être injecté pour que les capitaux propres soient positifs) pour rester viable, pour plus de détails sur ce qu'est le bilan d'une banque commerciale, cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-296.pdf>.

Une banque centrale a également un « bilan », avec un actif (les titres qu'elle détient) et des « dettes » (la monnaie centrale qu'elle crée : principalement les dépôts des banques à la banque centrale et les billets en circulation). D'un point de vue comptable, une banque centrale peut être « insolvable », avec des « dettes » qui excèdent la valeur des actifs qu'elle détient. Mais cela n'implique pas qu'il y ait une augmentation de capital, et donc que les contribuables soient mis à contribution pour renflouer la banque centrale. En effet, une banque centrale ne peut pas avoir de problème pour rembourser ses « dettes », puisqu'elle émet ce par quoi elle rembourse ses dettes ! L'insolvabilité comptable d'une banque centrale signifie que de la monnaie a été distribuée sans contrepartie (achat d'actifs pourris qui ont perdu leur valeur). La conséquence est une perte de valeur de la monnaie détenue par les agents, c'est-à-dire de l'inflation, qui peut devenir exponentielle en cas de rejet massif de la monnaie émise par la banque centrale. Si le bilan de la banque centrale est « pourri », elle ne fait certes pas faillite, mais les conséquences sont bien concrètes pour les contribuables puisque leur pouvoir d'achat est érodé en proportion de la perte de valeur de la monnaie. Si la monnaie est massivement rejetée, c'est l'hyperinflation, et donc une forme de faillite économique du pays.

jonction massive de « liquidités » relance l'activité¹

– les keynésiens de « gauche » (Sapir, etc.) veulent que la BCE prête (à taux zéro) ou avance (sans contrepartie) massivement de la monnaie centrale aux États, pour relancer la dépense publique



Stiglitz (à gauche), ancien conseiller de Clinton, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a été prix “Nobel” d'économie en 2001 et Krugman (à droite), spécialiste du commerce international, a été prix “Nobel” d'économie en 2008

Monnaie centrale (base monétaire), masse monétaire, inflation et croissance

Pour les keynésiens « réalistes », le mécanisme de relance de l'activité est le suivant : la banque centrale augmente massivement la base monétaire (monnaie centrale) en achetant des titres sur les marchés financiers ; grâce à cet afflux de « liquidités », les banques privées prêtent massivement aux entreprises et aux ménages, ce qui augmente la masse monétaire ; cela stimule la demande effective des entreprises et des ménages, et par voie de conséquence la production des entreprises augmente pour satisfaire cette nouvelle demande solvable.

Ce raisonnement est basé sur l'illusion qu'il suffit de créer de la monnaie centrale pour créer de la richesse. Les faits, et notamment ce qui se passe depuis le déclenchement de la crise, montrent que ce raisonnement ne tient pas la route.

C'est ce que nous allons voir maintenant.

Base monétaire, masse monétaire : de quoi parle-t-on ?

Base monétaire (monnaie centrale) = billets en circulation + dépôts des banques à la banque centrale

Masse monétaire = billets en circulation + dépôts des ménages et entreprises auprès des banques

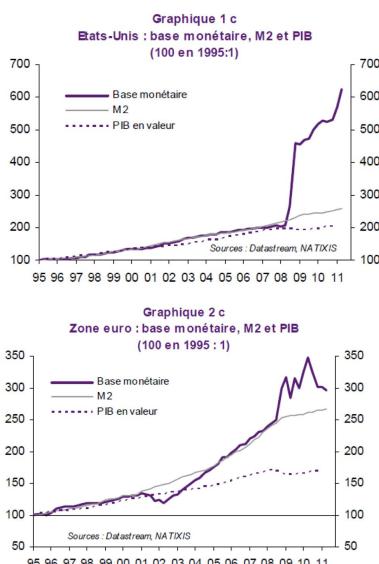
La forte augmentation de la base monétaire ne se reflète pas dans l'évolution de la masse monétaire

En temps normal (jusqu'en 2008), la base monétaire et la masse monétaire (sur les graphiques ci-dessous, l'agrégat « M2 » est une mesure de celle-ci) évoluent de concert. Les banques commerciales doivent disposer de monnaie centrale (sur leur compte

1. Krugman espère aussi que cela créera de l'inflation, ce qui permettra de baisser les salaires réels en douceur : « *L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...) Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20% par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence)* » (http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/01/30/paul-krugman-l-inflation-n-est-pas-le-probleme-c-est-la-solution_1636446_3234.html)

à la banque centrale) en proportion des crédits qu'elles accordent à leurs clients, et qui alimentent la masse monétaire en circulation. En effet, quand un crédit est effectué auprès d'un client, ce dernier en retire une partie sous forme de billets. Ces billets sont de la monnaie centrale, et sont obtenus par les banques commerciales quand elles piochent dans leur compte à la banque centrale.

En temps de crise (depuis 2008), les banques n'utilisent pas les réserves qu'elles ont auprès des Banques centrales pour prêter, ce qui déconnecte la base monétaire de la masse monétaire. Le « multiplicateur monétaire » (rapport entre la masse monétaire et la base monétaire) s'est effondré quand la crise a éclaté. Les banques commerciales gardent davantage la monnaie centrale dans leurs comptes (rémunérés) à la Banque centrale ou l'utilisent pour acheter des titres, mais n'utilisent pas ces liquidités pour faire plus de crédits : les liquidités injectées par la banque centrale restent ainsi dans la sphère financière.



L'augmentation de la masse monétaire en circulation sert de plus en plus à la spéculation

De la même façon qu'une hausse de la base monétaire n'entraîne pas forcément une hausse de la masse monétaire, une hausse de la masse monétaire n'entraîne pas forcément une hausse du PIB en valeur.

Partons de l'égalité comptable suivante : $MV = P.T$ avec :

- P : le niveau des prix
- T : le nombre de transactions dans l'économie réelle (achats et ventes de biens et services)
- M : la masse monétaire en circulation
- V : la vitesse de circulation de la monnaie

P.T n'est rien d'autre que le PIB en valeur. La vitesse de circulation de la monnaie se calcule comme le ratio PIB/M ; c'est le nombre de fois qu'une unité de monnaie est utilisée dans les transactions au cours d'une période donnée ».

aux banques de se refinancer auprès de la banque centrale à bas coût, celles-ci ont été incitées à distribuer des crédits... ce qu'elles ont fait, mais une part de plus en plus importante de ces crédits n'a pas servi à financer l'économie réelle. Il ne suffit pas de distribuer de la monnaie pour que la production reparte : les entreprises produisent en fonction de leur taux de profit, et pas en fonction des besoins sociaux ou de ce que veulent les gouvernements !

Ainsi, l'examen des faits montre que les politiques monétaires expansionnistes ne se sont accompagnées ni d'une augmentation de la production en volume, ni d'une augmentation des prix des marchandises. Elles ont nourri une inflation financière.

Créer de la monnaie pour financer les dépenses publiques : la solution miracle ?

Les keynésiens de « gauche », rejoints par un grand nombre d'économistes se réclamant du marxisme (Harribey, Husson, etc.), ne se satisfont pas de la mise en action de la « planche à billets » au service du capital financier. Selon eux, la création monétaire peut permettre la relance de la production, à condition d'éradiquer la finance et de « forcer » les banques à financer l'économie réelle.

Selon Harribey, la BCE fait le choix de privilégier la spéculation au détriment de la production : « *le risque est d'autant plus grand si la banque centrale restreint la création monétaire destinée à l'investissement et l'emploi et au contraire facilite le crédit appelé à nourrir les activités financières. Telle fut la pratique, entre autres, de la Banque centrale européenne (BCE)* »¹. Pourtant, ce n'est pas la « méchante » BCE qui est responsable du développement de la spéculation. Si les banques

1. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/11/11/crise-de-la-dette-ou-dette-de-crise/>

et les entreprises spéculent, c'est parce que c'est plus rentable pour elles de le faire plutôt que d'investir dans l'économie réelle... jusqu'à ce que les bulles éclatent ! Même si la BCE et les banques étaient totalement contrôlées par un État soucieux de relancer la croissance, elles ne pourraient pas obliger les capitalistes à produire plus si ce n'est pas leur intérêt. Si les banques créaient massivement de la monnaie et si les marchés financiers étaient éradiqués, il n'y aurait pas de miracle : l'inflation « financière » disparaîtrait, mais elle serait remplacée par une inflation « réelle », c'est-à-dire une flambée des prix des biens et services. Pour augmenter la production, il faudrait soit que le capital excédentaire soit « purgé », soit que les grands moyens de production passent sous le contrôle des travailleurs.

Par ailleurs, les keynésiens de « gauche » veulent en finir avec le financement du déficit public par emprunt sur les marchés financiers. Ils veulent « monétiser les déficits », c'est-à-dire que la banque centrale prête à taux zéro, voire avance, la monnaie nécessaire pour combler l'écart entre les recettes et les dépenses publiques. Il faudrait retourner à la situation d'avant 1973, c'est-à-dire avant l'interdiction faite à la Banque de France de financer directement le Trésor public.

Il est clair que cela diminuerait la charge des intérêts de la dette. Mais le financement des déficits publics par la « planche à billets » aurait un impact inflationniste décuplé. En l'absence de choc positif sur la rentabilité des entreprises, l'augmentation massive de la masse monétaire n'a que deux conséquences possibles : l'inflation financière (bulles spécula-

tives) ou l'inflation réelle (hausse du prix des marchandises). Si les marchés financiers étaient éradiqués, la conséquence serait une très forte inflation réelle sans relance de la production, c'est-à-dire la « stagflation ». Et le déversement de monnaie dans l'économie réelle ne se traduirait donc pas par une hausse du pouvoir d'achat, mais par une hausse des prix qui dégraderait le niveau de vie des travailleurs.

La « monétisation des déficits » substituerait une inflation réelle à une inflation financière, car créer de la monnaie de singe n'a jamais permis d'augmenter la richesse réelle. Les travailleurs seraient donc mis à contribution de deux façons pour financer les dépenses publiques : directement par le biais des impôts, et indirectement par le biais de l'inflation. Cela reviendrait donc à faire financer une partie des dépenses publiques (non couvertes par les impôts) par les travailleurs de façon indirecte. C'est donc une lourde erreur de revendiquer la « monétisation des déficits » et de la faire passer pour une revendication « transitoire ». L'intérêt des travailleurs est que les dépenses publiques utiles à la population soient financées par les impôts payés par les capitalistes.

Notre réponse à la crise

Il faut au contraire mettre en avant :

- l'**annulation pure et simple de la dette publique**
- le **refus du mécanisme même du déficit public** qui est un mécanisme d'expropriation des masses qui redouble l'exploitation. Il faut lutter contre l'idée reçue selon laquelle l'endettement pu-

blic ou la planche à billets (pour financer les déficits publics) serait inéluctable : on nous explique (antilibéraux compris...) que les grands investissements publics ne peuvent pas être financés intégralement par les impôts. Et pourquoi donc ? Le recours à l'emprunt ou à la planche à billets revient à faire payer à la grande majorité de la population (par le paiement d'intérêts ou par l'inflation) ce qui pourrait être payé par les capitalistes, à condition de les taxer suffisamment.

Bien évidemment, ces choix s'opposent à la logique capitaliste en s'attaquant aux profits des capitalistes. Ils ne sont donc pas une solution à la crise dans le cadre du système : ils ne feraient au contraire qu'aggraver la crise. C'est pourquoi la mise en avant de ces solutions ne peut se faire qu'en lien indissociable avec la nécessité de mettre en place un gouvernement des travailleurs qui exproprierait les grands groupes capitalistes, c'est-à-dire qui se donnerait les moyens de faire fonctionner l'appareil productif pour satisfaire les besoins sociaux. Comme l'écrit Olivier Besancenot dans son livre *On a voté... et puis après* : « *L'objectif de Hollande est de sortir le système de sa crise, pas de nous sortir d'un système en crise* ». On pourrait ajouter que c'est aussi l'objectif de Mélenchon et du Front de gauche. Nous avons l'objectif inverse : sortir d'un système en crise en mettant en avant des revendications qui correspondent aux intérêts des travailleurs et qui, loin de permettre de sortir le système de sa crise, exige au contraire de rompre avec lui.

Gaston Lefranc

Bilan de la 29e édition des Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires (RIJ)

La 29e édition des *Rencontres Internationales de Jeunes*, organisée par le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SUQI), s'est tenue à Besalú (État Espagnol) du 29 juillet au 5 août. Environ 500 jeunes étaient présents, venus d'Europe pour la plupart, de plus loin pour certains (Tunisie, Philippines, Indonésie).

A l'instar de la situation dans le NPA, où la P2 dirige le secteur jeune, ce sont surtout des camarades de la gauche du SU que l'on retrouve chez les jeunes. Cependant, plusieurs organisations assumant une ligne droitière étaient également présentes, comme le PSR portugais, ou le SAP danois, tout deux intégrés dans des coalitions larges du type *Front de Gauche*. Cette contradiction était particulièrement visible au sein de certaines délégations composée de membres d'organisations aux lignes antagonistes, comme pour la Grèce (l'*OKDE-Spartakos*, membre du front anticapitaliste et révolutionnaire *Antarsya*, côtoyait *Kokkino*, membre de la coalition antilibérale et réformiste Syriza)... et la France : sur les 170 Français présents, une quinzaine était de la *Gauche Anti-capitaliste*, scission de l'aile droite du NPA ayant rejoint le *Front de Gauche*.

Mais les clivages sont peu apparus explicitement. Le plus souvent, ils se voyaient sous forme d'applaudissements moins vifs, ou d'interventions rectifiant un peu un discours tenu lors d'un meeting. En particulier, la majorité du secteur jeune français (position Z) in-

tervenait souvent après les délégations portugaise ou italienne.



Il y avait en réalité deux délégations françaises, car les jeunes GA se sont quasi-systématiquement réunis à l'écart des jeunes NPA. Dans les différentes rencontres avec des délégations d'autres pays, la majorité des jeunes du NPA a fait une même présentation de la situation en France, très centrée sur le NPA. L'objectif était d'expliquer pourquoi le NPA, beaucoup pris en exemple par le SU, connaissait tant d'échecs. L'explication fournie était dans la ligne de la position 2, n'évoquant que des facteurs indépendants de sa volonté (la pression du vote utile PS, la pression du réformisme FdG, le freinage et la trahison de la GA...).

Dans l'ensemble, les ateliers et les meetings développaient peu de perspectives politiques, et l'espace restant pour les débats était très réduit. En particulier, la question stratégique était reléguée en der-

nière journée, alors que l'on pourrait considérer que la question des partis larges, de l'actualité du clivage réforme-révolution ou plus concrètement de l'avenir en Grèce mériteraient une large place.

Si des thèmes comme la crise de la dette ou le renouveau des luttes féministes ont été longuement abordés, il est regrettable que d'autres aient été délaissés (l'antiracisme n'a même pas bénéficié d'une journée thématique entière) ou traités de manière trop peu politique (le point culminant de la question LGBTI fut une fête où les participant-e-s étaient invité-e-s à se travestir). Une AG non-mixte internationale a permis de faire un état des lieux des luttes féministes. La remise en cause du droit à l'avortement dans les pays les plus touchés par la crise de la dette (Espagne, Portugal) a été mis au jour. Un espace femme était dédié à l'expérimentation de pratiques féministes et à des discussions thématiques (le corps des femmes et la sexualité, etc)

Plusieurs jeunes de la Tendance CLAIRE ont participé à ces RIJ. Nous avons notamment animé un atelier sur la nécessité de la non-mixité dans les luttes féministes et l'auto-organisation des femmes et confronté fraternellement nos propositions avec celles de la droite et du centre du SUQI : seule une orientation révolutionnaire, en indépendance programmatique et stratégique vis-à-vis du réformisme, offre une perspective aux travailleurs du monde entier.

Des militants jeunes de la TC

50e meeting anti-guerre de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon – Fraction Marxiste-Révolutionnaire

Le 50e meeting anti-guerre de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon – Fraction Marxiste-Révolutionnaire (LCRJ-FMR) a eu lieu le 5 août 2012, date choisie en souvenir des bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki en août 1945. Dans ce cadre, des meetings ont eu lieu dans une dizaine de grandes villes du Japon¹. Comme l'année dernière², nous avons été invités à assister au meeting central de Tokyo, auquel participaient environ 800 personnes.

La première partie du meeting a consisté en la projection d'une vidéo de la manifestation du 29 juillet 2012 devant la Diète (Assemblée nationale). Des dizaines de milliers de personnes protestaient alors contre le redémarrage des réacteurs nucléaires arrêtés depuis la catastrophe de Fukushima. On a pu voir dans la vidéo une scène très impressionnante où des étudiants de Zengakuren (organisation étudiante très radicale où interviennent les militants étudiants de la LCRJ-FMR) brisent le cordon policier pour s'approcher du portail de la Diète sous l'encouragement enthousiaste des autres manifestants.



Manifestation du 29 juillet 2012 devant la Diète

Ont eu lieu ensuite les interventions d'un dirigeant de la LCRJ-FMR, d'un travailleur de la Poste et d'un militant étudiant. Les principaux axes de ces interventions –

en partie présents dans l'appel du meeting – ont été :

- Dénonciation de la gestion de la catastrophe par le gouvernement Noda (mensonges sur l'état de la catastrophe, abandon des victimes, volonté de redémarrer les réacteurs...);
- Dénonciation de l'alliance militaire USA-Japon;
- Dénonciation du déploiement de l'hélicoptère Osprey, par ailleurs très dangereux pour les populations vivant dans le voisinage des bases américaines;
- Dénonciation de la hausse des impôts sur la consommation;
- Dénonciation de la direction de Rengo (la principale centrale syndicale japonaise) qui soutient les mesures du gouvernement et qui tente de museler la contestation des travailleurs;
- Dénonciation des massacres commis par le régime d'El Assad et des manœuvres impérialistes en Syrie.

Ces interventions ont été complétées par la lecture des messages de solidarité reçus de 21 organisations à travers le monde³, dont celui de la Tendance CLAIRE que nous reproduisons ci-dessous. Deux camarades argentins de la FLTI (Fraction Léniniste Trotskyite Internationale – LOI-Democracia Obrera en Argentine) ont ensuite discuté de la situation en Syrie. Nous avons également été invités à la tribune où nous avons fait un bilan de nos discussions en cours avec les camarades de la LCRJ-FMR et exposé les manœuvres à travers lesquelles l'armée américaine se sert de la recherche universitaire internationale pour ses fins militaires. Comme l'année dernière, le

meeting s'est terminé, dans une atmosphère pleine de combativité, au chant de l'*Intanashonaru*.

Dinesh Agarwal (de Tokyo)



Meeting central à Tokyo, le 5 août 2012

Message de la Tendance CLAIRE du NPA (France) au 50e Meeting International Anti-guerre au Japon

Chers, chères camarades,

Nous vous remercions de nous avoir adressé votre « Appel pour le 50e Meeting International Anti-guerre au Japon ». À travers cet appel, nous avons pu nous rendre compte à quel point la situation à Fukushima est toujours critique et dangereuse pour la population, ce que les médias japonais mais aussi français continuent à nous cacher. Nous avons également pu mieux connaître votre combat courageux et déterminé contre l'industrie nucléaire, combat que nous soutenons sans réserve.

Votre appel contient également des thèses sur les tensions interimpérialistes, sur les luttes anti-impérialistes et les luttes de classe dans le monde et au Japon. Nous constatons un *large degré d'accord avec la majeure partie de ces thèses*, qui sont souvent bien plus correctes que celles de bien des organisations françaises se réclamant de l'anti-capitalisme ou même du trotskysme. Cependant, dans un

1. Voir l'appel (en anglais) du meeting à l'adresse : <http://www.jrcf.org/english/e-AG2012.htm>

2. Cf. notre article sur le 49e meeting anti-guerre : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=287>

3. Voir ces messages également à l'adresse : <http://www.jrcf.org/english/e-AG2012.htm>

souci d'avancer vers une discussion fraternelle et de fond entre organisations révolutionnaires, nous souhaitons revenir en détail sur quelques points de votre appel.

1) Sur les soulèvements populaires dans les pays arabes

Pour la Syrie, nous sommes d'accord avec votre dénonciation simultanée des régimes corrompus et autoritaires ainsi que des puissances impérialistes qui « *manoeuvrent derrière la scène dans l'espoir de créer un nouveau gouvernement dirigé par des éléments pro-Américains* », concrétisée par les slogans « *Dénoncez les atrocités commises par le régime d'Assad ! Avancez les luttes anti-guerre contre les plans des États impérialistes pour intervenir [en Syrie] !* » Cette orientation est bien plus juste que celle portée par de nombreuses organisations du mouvement ouvrier en France qui apportent leur soutien à toute « l'opposition » au régime – ce qui revient implicitement à soutenir aussi le Conseil National Syrien (CNS) pro-impérialiste – et qui ne se prononcent pas contre les projets d'intervention militaire impérialiste.

Cependant, votre texte ne dénonce pas de manière explicite le CNS, qui prétend assumer la direction de la lutte contre le régime et qui est l'interlocuteur privilégié des impérialistes, mais qui est en fait un véritable chien de garde de ces derniers – et alors que vous dénoncez à juste titre le Conseil National de Transition Lybien. Le CNS demande en effet ouvertement une intervention impérialiste et affirme clairement qu'une fois au pouvoir, il mettrait fin à l'alliance militaire avec le Hamas et le Hezbollah et qu'il renforcerait la coopération avec les monarchies du Golfe et les impérialistes.

D'autre part, vous critiquez à juste titre la « *vue superficielle contaminée par les media occidentaux* »

selon laquelle les soulèvements populaires dans les pays arabes ne seraient que des « *révolutions pour la démocratie et la liberté* ». En opposition avec cette analyse superficielle, vous dites que « *les travailleurs se sont soulévés précisément pour dénoncer et renverser ces gouvernements [corrompus, inféodés à l'impérialisme, liés avec Israël...]* ». Cela est juste mais ne prend pas en compte la dimension *sociale* de ces soulèvements. Comme Tendance CLAIRE du NPA, nous avons ainsi expliqué que « *les exigences démocratiques des masses sont indissociables des revendications sociales qui avaient déjà provoqué une recrudescence des luttes de classe depuis quelques années dans les pays arabes et qui ont été exacerbées par les effets de la crise capitaliste : le refus de la hausse des prix, du chômage et de la misère ont été de fait les points de départ des processus révolutionnaires. Cela explique le rôle central non seulement des jeunes chômeurs, mais aussi des prolétaires qui ont un travail dans les mobilisations et dans la chute des dictateurs en Tunisie et en Égypte.* » De même, en Syrie, les premières mobilisations avaient un caractère populaire et social, dans la continuité des soulèvements tunisien et égyptien, avant d'être canalisées dans la seule voie militaire par le CNS et les islamistes.

Corrélativement, votre texte n'aborde pas la stratégie à mettre en œuvre pour que ces soulèvements puissent vaincre. Or il nous semble essentiel de mettre en avant une stratégie fondée sur l'auto-organisation des masses, avec la perspective du gouvernement des travailleurs. C'est ainsi que nous avons écrit par exemple en mars 2011 : « *Pour les révolutionnaires de Tunisie, la priorité immédiate est d'aider au développement de l'auto-organisation, de combattre dans l'UGTT contre la bureaucratie et pour une orientation lutte de classe, d'impulser des grèves et de faire progresser l'idée qu'il est possible et nécessaire de poursuivre la*

révolution jusqu'au gouvernement des prolétaires, des jeunes et des paysans. »

2) Sur la crise économique mondiale

Vous accordez à juste titre une place importante à la crise économique mondiale, qui engendre « *chômage, pauvreté, baisse de salaire, attaque contre les acquis sociaux* » pour les masses, à qui les gouvernements aussi bien aux États-Unis, au Japon ou en Europe « *font payer tout le prix de la crise* », à travers des mesures d'austérité sans précédent.

Cependant, vous n'abordez pas du tout l'*origine* ni les *mécanismes* de cette crise. Or, à notre avis, il est impératif de comprendre ces aspects pour pouvoir proposer une orientation de lutte correcte aux travailleurs. Ainsi, une bonne partie du mouvement ouvrier en France, dont les réformistes du Front de Gauche (PC et PG, qui est une rupture à gauche du PS), les directions syndicales, mais également la direction du NPA, quoique de façon plus confuse, adoptent une analyse *keynésienne* selon laquelle la crise est causée fondamentalement par le niveau trop faible des salaires (crise de sous-consommation). Ainsi, ils véhiculent l'idée qu'il serait possible de sortir de la crise en relevant le salaire minimum ou en menant une « *bonne* » politique monétaire (planche à billet) et budgétaire (augmentation des dépenses publiques, fiscalité plus redistributive) – *sans rompre avec le capitalisme*.

Vous expliquez très justement que, « *même si [les gouvernements de l'Eurozone] essaient d'augmenter les dépenses publiques afin d'encourager la croissance économique, cela ne fera qu'aggraver la crise de la dette de chaque gouvernement, ce qui pourrait bien provoquer une crise financière globale* », vous opposant ainsi aux thèses keynésiennes. Cependant, nous n'avions pas pu trouver une

explication positive de la crise dans votre appel.

Pour notre part, nous analysons cette crise comme une *crise de suraccumulation du capital* : « *trop peu de plus-value est créée par rapport à la masse de capital investi (pour acheter les moyens de production – capital constant – et pour acheter les forces de travail – capital variable)*. » Ainsi, le capitalisme ne peut sortir de sa crise systémique que « *par une immense destruction de capital, entraînée par une guerre ou un effondrement économique (faillites en cascade)*. Le système n'a donc que l'austérité à perpétuité ou la barbarie à nous proposer. » De cette analyse découle une orientation résolument révolutionnaire, en opposition frontale à l'orientation des réformistes. Ainsi, nous expliquons par exemple qu'« *il faut non seulement exproprier les grandes banques capitalistes pour créer un monopole du crédit, mais il faut aussi que les grands moyens de production passent sous le contrôle des travailleurs, en commençant par l'expropriation des groupes du CAC 40 et la réorganisation radicale de l'économie. [...] C'est pourquoi nous mettons en avant la nécessité d'une mobilisation de notre classe qui aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs.* » Même si cela relève de la propagande dans la période actuelle, il nous semble indispensable pour une organisation révolutionnaire de défendre ces idées, tout en étant capable d'intervenir dans la lutte des classes immédiates, d'y avancer des mots d'ordre d'agitation et d'y prendre des initiatives.

3) Nouvelles de la lutte de classe en France

La situation de la lutte de classe en France est dominée par la préparation d'une politique d'austérité draconienne de la part du

nouveau gouvernement élu en mai (gouvernement PS de François Hollande) et par une avalanche de plans de licenciements.

Les principales orientations du début du mandat de Hollande sont :

- Refus d'abroger les lois du sarkozysme alors que les gens ont voté Hollande pour rompre avec elles ;
- Ratification du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) qui constitutionnalise l'austérité et renforce le poids des impérialismes dominants en Europe (Allemagne au premier chef, France ensuite) ;
- Refus de sortir du nucléaire et de prendre même de premières vraies mesures dans cette direction, avec la lamentable capitulation des Verts ;
- Maintien des troupes françaises coloniales en Afrique, du Liban à la Côte d'Ivoire, maintien de la France dans le commandement intégré de l'OTAN qu'avait décidé Sarkozy.

Du côté des plans de licenciements, le « plan social » en préparation à PSA est à la fois le plus emblématique et le plus explosif. Prétextant des pertes liées à baisse des ventes de voitures en Europe, les dirigeants de PSA veulent imposer un « plan social » qui consiste en la suppression de

- 3000 postes de production est la fermeture de l'usine emblématique d'Aulnay-sous-Bois (connue pour sa longue tradition de luttes) ;
- 1500 postes sur le site de Rennes-La Janais ;
- 3500 postes de personnels administratifs, techniciens, ingénieurs et cadres : toutes les usines du groupe sont touchées.

Il s'agit d'un dossier explosif, le premier test pour la présidence de Hollande. Une victoire des travailleurs pourrait constituer un tournant radical pour la lutte contre les fermetures et les licenciements, marquée depuis le début de la crise par une série de

défaites (Continental, Goodyear, Molex, Philips...).

À la Tendance CLAIRE du NPA, nous avons décidé de participer activement à cette lutte en soutenant organisationnellement et financièrement les travailleurs en lutte, en popularisant leur lutte, mais aussi en leur proposant, à travers la discussion, des orientations comme

- mettre en avant les revendications immédiates : « aucun licenciement, non à la fermeture d'Aulnay » ;
- se battre pour l'expropriation sans indemnités de la famille Peugeot et des autres actionnaires, et la nationalisation de PSA sous contrôle des travailleurs eux-mêmes, seule solution pour obtenir le maintien de tous les emplois ;
- développer l'auto-organisation (réunions, assemblées générales, coordination nationale), en nous appuyant sur les premiers pas en ce sens que constitue la mise en place de « comités de lutte » dans l'usine d'Aulnay ;
- convaincre la majorité des travailleurs de la nécessité de la grève et constituer une gigantesque caisse de grève ;
- construire la convergence avec les autres secteurs frappés par les licenciements et suppressions de postes (Air France, presse, Alcatel, Fonctions publiques...).

Nous espérons que ces quelques éléments de réflexion et d'information permettront d'alimenter la discussion entre nos organisations.

Pour finir, nous souhaitons un plein succès au 50e Meeting International Anti-guerre au Japon !

À bas les guerres impérialistes !
À bas le système capitaliste, source de guerres, de destructions de l'environnement, de misère, de toutes les oppressions !

Vive la solidarité prolétarienne internationale ! Vive la révolution communiste internationale !

Élection présidentielle au Venezuela : soutien à la candidature ouvrière indépendante d'Orlando Chirino



Affiche de campagne de Chirino

L'élection présidentielle au Venezuela du 7 octobre est dominée par l'affrontement entre le président nationaliste-bourgeois Hugo Chavez, qui est depuis 13 ans au pouvoir et devrait être réélu, et de Henrique Capriles, candidat unique de l'opposition de droite pro-américaine. Mais il y a aussi la candidature ouvrière indépendante d'Orlando Chirino, membre d'une organisation issue du trotskysme moréniste, le Parti Socialisme et Liberté (PSL), et syndicaliste reconnu, l'un des animateurs du courant syndical lutte de classe CCURA (Courant Classiste Unitaire, Révolutionnaire et Autonome).

L'indépendance du mouvement ouvrier à l'égard du régime de Chavez est une question clé. S'il a un peu limité la dépendance du pays à l'égard de l'impérialisme, Chavez n'a absolument pas avancé vers le « socialisme du XXIe siècle » dont il parle : il a maintenu pour l'essentiel le régime de la propriété privée, au plus grand profit des entreprises impérialistes (même si elles doivent souvent se contenter d'entreprises mixtes auxquelles participe l'État vénézuélien) et des patrons vénézuéliens. Le maintien d'une relative indépendance nationale à l'égard de l'impérialisme américain, nour-

rie de la hausse des cours du pétrole dont le Venezuela est l'un des plus gros producteurs, s'est appuyé sur une orientation populaire intégrant quelques mesures de base pour la santé ou l'éducation. Mais cette politique a aussi signifié une tentative constante de subordonner le mouvement ouvrier au « chavisme » sous prétexte d'unité nationale « bolivarienne » et anti-impérialiste. Concrètement, le régime n'a pas hésité à se subordonner la centrale syndicale UNT, et à réprimer des grèves et des actions ouvrières. Chavez a créé un parti, le PSUV, ayant vocation à rassembler tous ses partisans, y compris des courants du mouvement ouvrier se réclamant du marxisme, voire du trotskysme... De plus, depuis l'éclatement de la crise en 2008, Chavez impose lui aussi une politique d'austérité à son peuple. Enfin, loin de soutenir le soulèvement légitime des masses, Chavez a soutenu jusqu'au bout Kadhafi l'an dernier et aujourd'hui encore le dictateur syrien El Hassad en les présentant mensongèrement comme anti-impérialistes.

Jusqu'à présent, cette politique a largement réussi à limiter la voix de l'indépendance politique pour la classe ouvrière. Quoi que l'on pense de certains aspects de leur politique, le mérite de Chirino et

de son parti est d'avoir posé depuis plusieurs années cette question cruciale, sous la forme de la construction d'un courant syndical lutte de classes et de l'appel à un parti des travailleurs indépendant. Chavez ne s'y est pas trompé : Chirino fut licencié de l'entreprise pétrolière PDVSA où il travaillait pour avoir refusé d'appeler à voter « Oui » au référendum de 2008 visant au renforcement et au prolongement du pouvoir présidentiel.

Tous les révolutionnaires doivent donc soutenir sans hésitation la candidature de Chirino, point d'appui pour que les travailleurs du Venezuela et leurs organisations rompent enfin avec le chavisme, cette voie sans issue du nationalisme bourgeois. L'indépendance de classe est une condition pour que puisse se mener au mieux l'indispensable discussion sur le contenu exact du programme ouvrier et que l'orientation marxiste révolutionnaire puisse prévaloir.

Pour une analyse du régime de Chavez et les éléments permettant de comprendre sa politique, voir notre sélection d'articles sur notre site <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=3135>

Nina Pradier

Couples homos et hétéros : l'égalité réelle et complète des droits, une exigence, pas un alibi

Dans interview accordé au journal *La Croix*¹, Christiane Taubira, ministre de la justice, a présenté un projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels (adoption d'un enfant par le couple ou adoption par un des deux partenaires de l'enfant de son/ sa compagne). Ce projet de loi fait suite aux promesses de Hollande durant sa campagne en matière d'égalité des droits. Élu, il avait promis pour 2013 l'égalité de tous et toutes en matière de mariage, adoption et filiation. Une promesse tenue donc, une revendication centrale pour le mouvement LGBTI² satisfait. Sauf qu'il y a deux choses à remarquer :

1) Cette annonce a eu lieu juste après le discours de Hollande annonçant de nouvelles mesures d'austérité. Mesures qui sont celles d'un gouvernement bourgeois maintenant le cap des attaques contre les travailleurs et les travailleuses au service du système capitaliste. Mesures dans la continuité de ses prédécesseurs UMP. Le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels apparaissent au contraire de « gauche », mais ne coûtent pas grand-chose à l'État. À peu de frais donc, le gouvernement PS espère probablement ainsi satisfaire un électoral de gauche et faire diversion pour mieux faire passer sa politique d'austérité. Nous devons refuser que les revendications LGBTI servent d'alibi au gouvernement PS : la satisfaction de telles revendications ne rend pas plus acceptable le reste de sa politique.

2) L'AMP (Aide Médicale à la Procréation) ne sera pas ouverte aux couples lesbiens. L'accès à l'AMP a été défini dans la loi de bioéthique révisée en 2003 : il faut être en couple depuis deux ans et justifier de raisons médicales qui empêchent une procréation sans aide médicale (stérilité ou maladie héréditaire). La filiation n'étant jusqu'alors reconnue que pour les hétérosexuels, l'AMP n'était donc pas ouverte aux lesbiennes en couple. « Médicalement », les lesbiennes ne sont pas stériles, leur cas n'entre donc pas strictement dans le cadre de la loi. Cependant si cette non ouverture est confirmée, l'État maintiendrait une discrimination flagrante. Ce système serait totalement hypocrite puisque l'ouverture à l'adoption pour les couples homosexuels concerne notamment la situation où l'un des deux conjoints pourrait adopter l'enfant reconnu de l'autre. Si une femme homosexuelle réussit à avoir un enfant par ses propres moyens, il pourra être adopté par sa compagne. Cela suppose donc soit qu'elle ait des relations hétérosexuelles en dépit de ses attractions, soit qu'elle se fasse inséminer artificiellement mais en contournant la loi française. Il existe déjà ce qu'on appelle les « bébés Thalys », les bébés nés de femmes ayant été inséminées aux Pays-Bas ou en Belgique. Mais cela correspond à une situation très contraignante pour les femmes qui entreprennent cette démarche : être prête à partir immédiatement lorsque le cycle de fécondation l'exige, pouvoir financer

ce voyage, etc.

La raison de ce refus est directement la crainte du débat sur la GPA (Gestation Pour Autrui). Par où ne sait quel chemin de l'esprit, l'ouverture de l'AMP aux lesbiennes poserait la question de la GPA. Puisque les couples lesbiens auraient droit à l'aide médicale à la procréation, alors les couples gays auraient droits à la gestation pour autrui³. Dans le premier cas, il s'agit d'élargir une pratique déjà existante, assez simple techniquement et maîtrisée ; dans le second, ce serait développer une pratique, celle de porter un enfant pour d'autres personnes, interdite en France, et soulevant des questions compliquées concernant les droits des femmes. Refuser la PMA par crainte du débat sur la GPA relève donc de la mauvaise foi. Agiter la menace de la GPA, des « mères porteuses », pour combattre non seulement la PMA mais aussi le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels, c'est justement la tactique des homophobes.

Le mariage et le modèle « traditionnels » de famille sont des produits du patriarcat, et la lutte pour le communisme doit comprendre une réflexion pour une évolution émancipatrice des liens familiaux, notamment de la filiation. Mais l'égalité entre tous et toute en termes d'union et de filiation est une question démocratique et joue un rôle très important dans la lutte contre l'homophobie.

Anne Brassac

1. <http://tinyurl.com/lacroix-taubira>

2. Lesbiennes, Gays, Bi, Trans, Intersexes.

3. Voir par exemple la question du journal *La Croix* dans cette même interview : « Envisagez-vous d'ouvrir l'aide médicale à la procréation (AMP) aux couples de femmes dans ce cadre de ce texte ? Si oui, ne craignez-vous pas que des couples d'hommes réclament, de leur côté, la légalisation des mères porteuses ? »

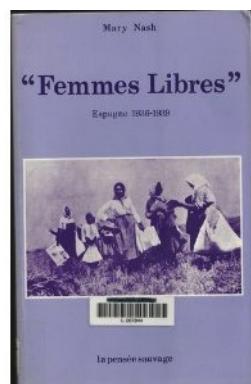
Note sur le livre «**Femmes libres**». Espagne 1936-1939 de Mary Nash

« Femmes libres ». Espagne 1936-1939, paru en 1975 en Espagne, traduit en 1977, Éd. La pensée Sauvage, 210 p.

Ce livre comporte une étude préliminaire de Mary Nash expliquant ce que fut le mouvement féministe communiste libertaire « Femmes libres » en Espagne. Il présente ensuite une sélection de textes de militantes de « Femmes libres » publiés à l'époque dans différentes revues.

Ce mouvement féministe anarchiste, actif d'avril 1936 à février 1939, comme le souligne Mary Nash, posa pour la première fois en Espagne la problématique de « la libération de la femme dans une perspective d'émancipation de la classe ouvrière que nous pouvons

appeler féminisme prolétarien en opposition aux mouvements féministes à caractère bourgeois qui d'ailleurs ont été étudiés assez largement ».



Jusqu'à 20 000 femmes rejoignirent le mouvement « Femmes Libres », organisées, plus ou moins,

dans près de 120 groupes répartis dans la zone républicaine du pays (quelques groupes furent constitués hors des frontières espagnoles).

La sélection des textes est organisée en 4 grands thèmes :

1. Organisation et développement de Femmes Libres ;
2. Femmes Libres comme organisation féministe ;
3. Attitude face à la sexualité ;
4. L'éducation des enfants.

Ces textes sont d'une force vivifiante, écrits par des femmes pas nécessairement issues des milieux intellectuels, d'une modernité et d'une énergie déconcertantes.

Wilbur Schäffer

Solidarité et unité contre les provocations anti-musulmanes et le racisme ! Défense du droit de manifester !

La colère des musulmans et des musulmanes contre le film « L'innocence des Musulmans », commis par un Américain copte réactionnaire, est légitime. Il ne s'agit pas de mettre en cause la liberté d'expression, mais de combattre les provocations racistes, qui constituent des incitations à la haine et nourrissent la montée de la xénophobie, notamment contre les musulman-e-s. En réponse aux chrétiens intégristes, des islamistes intégristes profitent certes de l'occasion pour recruter et fanatiser de nouveaux adeptes au service des leurs idées réactionnaires ; mais ce n'est pas une raison pour dénier aux musulman-e-s le droit de manifester et d'exprimer notamment leur colère contre l'impérialisme américain et ses alliés. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les interdictions de

manifestation décidées par le ministre PS de l'Intérieur, le cryptosarkozyste Manuel Valls qui fut pris naguère en flagrant délit de propos racistes sur le marché d'Évry dont il est maire. Accepter aujourd'hui d'interdire des manifestations de musulmans contre les États-Unis, c'est préparer l'interdiction demain d'autres manifestations, c'est aider l'État bourgeois à rogner toujours un peu plus les libertés démocratiques dont ont besoin les exploité-e-s et les opprimé-e-s.

Quand les Musulman-e-s sont attaqués-e-s en tant que tels, comme quand les Juifs ou d'autres communautés religieuses ou ethniques sont attaqués en tant que tels, les révolutionnaires en sont inconditionnellement solidaires : ces attaques ne peuvent que nourrir la division des travailleurs/ses

et des peuples dans l'intérêt des capitalistes, des impérialistes, de l'extrême droite et des idéologues réactionnaires de tout poil. Seul le mouvement ouvrier, en surmontant les divisions, en réalisant l'unité de classe des exploité-e-s, en organisant la résistance sociale et idéologique aux attaques du patronat, du gouvernement et des médias à leur service, en entraînant dans la lutte tou-te-s les opprimé-e-s, peut contrer la montée du racisme.

Nous soutenons pleinement la décision du NPA, prise par le Conseil Politique National (CPN) des 22-23 septembre, de convoquer une réunion unitaire pour lancer une grande campagne contre le racisme, notamment à l'égard des musulmans.

Ludovic Wolfgang

Ni union sacrée avec les bourgeois « démocrates », ni alliance avec les islamistes : pour une position marxiste

(Article de 2006 paru suite à la première affaire des « caricatures de Mahomet » parues dans un quotidien danois, puis dans *Charlie hebdo*)

« La Haute Église d'Angleterre, par exemple, pardonnera plus facilement qu'on s'en prenne à 38 des 39 articles de la Foi qu'à un seul 39e de ses revenus en argent. L'athéisme lui-même, de nos jours, est une faute véniale comparé à la critique des rapports de propriété traditionnels. » (Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Préface à la première édition, éd. PUF, 1993.)

Quelle position adopter dans l'affaire des caricatures de Mahomet ? Cette question peut sembler difficile à trancher, à en juger par la diversité inconciliable des positions défendues par les différents groupes et organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, de la révolution, voire du marxisme (pour ne pas parler ici des forces ouvertement bourgeoises). Cependant, ces positions se sont en fait polarisées à travers des polémiques aussi véhémentes que celles provoquées en son temps par la loi interdisant le voile musulman à l'école¹. Pour schématiser, le caractère passionnel du débat tend à ramener peu ou prou les thèses des uns et des autres à deux positions extrêmes. D'un côté, on a ceux qui considèrent la liberté d'expression comme une valeur telle que sa défense justifierait de voler au secours d'un quotidien danois réactionnaire, le *Jyllands-Posten* (et des autres journaux bourgeois et petits-bourgeois qui lui ont emboîté le pas) au moment où il publie des caricatures racistes et pro-

vocatrices contre les musulmans, notamment celle qui fait clairement un amalgame entre ceux-ci et les terroristes aveugles². À l'opposé, d'autres considèrent que les musulmans seraient l'incarnation même des victimes de l'impérialisme, au point que leur défense contre les provocations « islamophobes » justifierait de s'allier avec les forces les plus réactionnaires de l'islam politique³. Au-delà de cette opposition entre deux thèses extrêmes, la difficulté du problème est encore aggravée par le fait que, comme c'est souvent le cas dans ce type de polémiques, nombre d'arguments mis en avant par les uns et les autres sont tout à fait pertinents... si on les considère en eux-mêmes, indépendamment de la position qu'ils servent à étayer, c'est-à-dire abstrairement. (Bien sûr, nous ne nous arrêtons même pas ici sur les organisations qui préfèrent ne pas se prononcer sur la question⁴; que ce soit par couardise ou par trade-unionisme, elles refusent de donner un point de vue ouvrier et communiste aux millions de prolétaires qui, soumis au matraquage médiatique bourgeois, sont en droit d'attendre des organisations qui prétendent les défendre, sur cette question comme sur les autres, des analyses et des prises de position indépendantes, capables de faire progresser la conscience de classe.)

Contre les abstractions bourgeois, pour des critères de classe

D'un point de vue communiste révolutionnaire, les deux principales thèses opposées sont l'une

et l'autre également erronées, dans la mesure où elles ne reposent pas fondamentalement sur des critères de classe prolétariens. Certes, une bonne partie de la confusion tient au fait que les uns et les autres invoquent les intérêts historiques du prolétariat et les valeurs du socialisme ou du communisme pour essayer de justifier leur position. Mais celle-ci n'en est pas moins, dans les deux cas, fondamentalement petite-bourgeoise, qu'il s'agisse de l'*universalisme abstrait* de ceux qui voudraient subordonner les intérêts du prolétariat et le combat communiste à la « liberté d'expression » en soi et plus généralement aux « droits de l'homme » de la bourgeoisie, ou qu'il s'agisse du *particularisme* tout aussi abstrait de ceux qui, dans les faits, en viennent à troquer la défense des intérêts du prolétariat contre la défense des musulmans en tant que tels, catégorie purement religieuse et donc superficielle, qui n'a rien à voir avec de véritables critères de classe. De fait, les uns et les autres sont opportunistes, les premiers parce qu'ils communient dans l'union sacrée derrière la presse bourgeoise au nom de la liberté d'expression en soi, les autres parce qu'ils s'allient aux islamistes sous prétexte de défendre les musulmans en tant que victimes prétendument archétypiques de l'impérialisme.

Face à ces deux écueils, le critère d'intervention politique ne saurait être que celui du combat indépendant du prolétariat pour son auto-émancipation et *par conséquent* pour sa constitution en tant que sujet historique organisé en parti politique distinct.

1. Cf. lien vers l'article à mettre sur le site TC.

2. Cette position est défendue par l'AWL britannique et, en France, par l'association Solidarité Irak, ou par Vincent Presumey (rééditeur de la *Lettre de liaison* [aujourd'hui groupe « Militant » qui a intégré le Parti de gauche comme courant se réclamant de la révolution]), etc.

3. Cette position est défendue par le SWP britannique et par ses camarades en France, courant de la LCR [aujourd'hui du NPA, autour de la revue *Que faire ?*].

4. C'est le cas par exemple du PT [aujourd'hui POI] ou de LO.

Karl Marx qui était à la fois disciple de Hegel et communiste révolutionnaire, a bien montré que le combat du prolétariat pour son émancipation ne relevait ni de l'universalisme abstrait des pré-tendus « droits de l'homme », ni d'un quelconque particularisme (pas même « ouvrière »), mais d'une compréhension radicale, révolutionnaire, de ce que Hegel appelait l'*« universel concret »*. Pour Marx, la lutte de classe du prolétariat contre le capitalisme, pour le communisme, implique indissociablement la rupture avec les idéaux purement abstraits de la « liberté » et de l'« égalité » bourgeoises (piétinés quotidiennement par la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes) et l'affirmation selon laquelle seule la lutte révolutionnaire du prolétariat organisé en parti politique pourra commencer à réaliser ces idéaux, dès lors posés non plus comme principes abstraits, mais comme *objectifs sociaux* du combat communiste.

Dans l'affaire des caricatures de Mahomet, ce n'est pas la liberté en soi, ni la défense des musulmans en général, qui peut servir de base et de critère d'intervention pour les marxistes, mais c'est le programme politique du prolétariat organisé prenant lui-même en main son destin. Tout programme politique étant à la fois déclaration de principes guidant l'action et décisions tactiques par lesquelles cette action se réalise, cette affaire de caricatures oblige les marxistes à mettre en avant leurs principes et à proposer des objectifs politiques immédiats pour la lutte prolétarienne indépendante. Dans cette perspective, la provocation politique du quotidien danois doit être dénoncée et combattue, mais selon une ligne marxiste : le problème n'est pas qu'elle serait blasphématoire (les communistes soutiennent le droit au blasphème en tant qu'arme de leur combat contre les puissances religieuses instituées, et ils ne sauraient évidemment être « islamophiles » !) ;

le problème, c'est qu'elle constitue une agression politique de type raciste contre les musulmans en tant que tels (et tout particulièrement, selon une métonymie grossière, contre les Arabes en tant que tels), agression qui se concentre dans l'amalgame entre l'islam et le terrorisme aveugle contre les civils. Politiquement, ces caricatures s'inscrivent dans le cadre de la « guerre des civilisations » menée par l'impérialisme américain et ses suppôts européens.

Les marxistes doivent combattre les provocations des médias bourgeois

Face à une telle provocation politique, il ne s'agit donc pas de demander une quelconque restriction de la liberté d'expression en général, comme le proposent non seulement tous ceux qui veulent profiter de cette affaire pour renforcer les Églises et les religions (notamment en interdisant le droit au blasphème sous prétexte de « respecter » les croyants), mais aussi ceux qui prétendent vouloir défendre les opprimés contre le racisme. En revanche, il est crucial d'expliquer aux travailleurs, et notamment à ceux de confession musulmane, que *les médias de la bourgeoisie, tout comme l'ensemble de son personnel politique et idéologique, ont comme rôle principal de défendre les intérêts du capitalisme en général et des impérialismes les plus puissants en particulier*. Car c'est bien pour cette raison qu'ils ont recours, à un plus au moins grand degré, aux provocations racistes, aux amalgames, à la stigmatisation de certaines catégories de la population. Et c'est aussi pour cette raison qu'ils mènent des campagnes politiques haineuses contre telle ou telle force politique combattue par leurs maîtres bourgeois, qu'il s'agisse de forces ouvrières résistant au capital ou même de forces bourgeois dominées qui, comme les États et les dirigeants islamistes, contestent les excès de l'impérialisme tout en collaborant

avec lui pour maintenir le prolétariat et les peuples sous le joug global de l'exploitation et de l'oppression bourgeois, dont ils voudraient tirer plus de profit pour eux-mêmes. De ce point de vue, ce n'est évidemment pas un hasard si l'*« affaire des caricatures »* de Mahomet a éclaté non au moment de leur publication, mais quelques jours après que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) eut saisi le Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre du bras de fer entre l'Iran et les puissances impérialistes ; quelques jours après, aussi, que les masses palestiniennes eurent chassé du pouvoir le Fatah collaborationniste et corrompu, pour y porter le Hamas, ce parti qui, quels que soient par ailleurs les aspects réactionnaires de son programme, continue de rejeter les accords d'Oslo, de refuser la reconnaissance de l'État sioniste et d'exiger le retour de tous les réfugiés.

En un mot, au lieu de partir dans leur grande croisade pour la « liberté d'expression » alors que celle-ci n'était pas mise en cause par les États où les journaux en question ont été publiés, bien des « marxistes » auraient mieux fait de dénoncer et de combattre le système politico-idéologico-média-tique de la bourgeoisie impérialiste, dont l'islam politique n'est qu'un appendice. Dans cette perspective, des manifestations prolétariennes et populaires contre les journaux en question, en tant qu'appareils provocateurs de la bourgeoisie, étaient parfaitement légitimes, à condition que leur base d'appel ne soit pas la mise en cause de la liberté d'expression et que leur cadre ne soit pas celui d'une alliance avec l'islam politique, mais le combat de classe explicite contre l'impérialisme et les provocations réactionnaires de ses sbires médiatiques. Car, de manière plus générale, toute lutte contre les provocations et les mensonges des médias bourgeois, pour la plupart valets du capital, ne peut que renforcer

la conscience du prolétariat et des opprimés, les inciter à ne compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts avec leurs propres luttes et leur propre presse.

Quant à l'aliénation religieuse de nombreux travailleurs, les communistes révolutionnaires ne se privent pas de la combattre, mais ce combat ne saurait passer par des provocations gratuites de petits-bourgeois soi-disant « libres penseurs » du genre de *Charlie Hebdo*, qui sont aussi prompts à caricaturer Mahomet qu'à s'allier avec les politiciens bourgeois quand il s'agit de combattre contre les travailleurs, par exemple pour la « Constitution » européenne. Le seul combat réellement « respectueux » des travailleurs contre leur aliénation religieuse est celui

qui passe par l'éducation scientifique, par la diffusion militante du matérialisme et du marxisme, et par le combat politique en général contre le système capitaliste qui pérennise la misère réelle des masses, le désespoir et la frustration des aspirations individuelles ici-bas. Et c'est aussi dans ce cadre que s'inscrit, comme l'une de ses composantes importantes, quoique subordonnées, le combat politique et idéologique contre les Églises et les puissances religieuses en tant qu'institutions de la bourgeoisie, d'ailleurs le plus souvent liées de près ou de loin aux États eux-

mêmes.

Autres articles sur le même sujet

- Contribution de la Tendance CLAIRE sur la question du foulard musulman au moment où elle déchirait le NPA (2010) : http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/CLaire-Religion_Foulard.pdf
- Article sur la loi Chirac contre le foulard musulman à l'école (2006) : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Chirac-Foulard.pdf>

Ludovic Wolfgang

Nucléaire : Montebourg le menteur

(Article paru dans *Tout est à nous* du 6 septembre 2012)

Beaucoup avaient cru dans l'engagement contenu dans l'accord EELV-PS de réduire la part du nucléaire de 75 % à 50 % ; ils n'avaient hélas pas bien compté : Fessenheim fermé et l'EPR construit, ça ne faisait que 0,8 % de nucléaire en moins.

Mais ils espéraient... puisqu'il y avait – paraît-il – des dirigeants socialistes un peu plus écolos que les autres ! Comme ce Montebourg, par exemple, qui avait déclaré avant de devenir ministre que : « oser la question du nucléaire, c'est aussi briser le tabou d'une énergie bon marché. Coût du risque, de la construction des centrales, de leur démantèlement, de la gestion des déchets doivent être pris en compte. Il faut donc hisser notre société par-dessus l'horizon du nucléaire et envisager la suite car le nucléaire est dépassable ».

Las... à peine trois mois sont passés et le même Montebourg,

soutenu par Valls, Bartolone, et autres caciques de l'atome, considère maintenant que « le nucléaire est une filière d'avenir » et « qu'on a besoin d'une énergie bon marché » ! Et il juge bon de justifier son alignement sur les positions du lobby nucléaire par « l'augmentation continue de la consommation des ménages et industrielle ». Argument aussi rétrograde que stupide au moment où le peuple japonais, touché dans sa chair, vient de prouver que l'on peut, sans revenir à la bougie, réaliser des économies énergétiques spectaculaires (-15 % en moins d'un an).

Les masques sont donc tombés : si Montebourg se recyclait en éolienne, il ferait fureur par grand vent ! Il en rajoute dans le mensonge sur BFM TV en déclarant que « depuis la décision de Mme Merkel de sortir du nucléaire, tous les pays voisins de l'Allemagne construisent des réacteurs nucléaires. » La réalité est que sur neuf pays voisins de l'Alle-

magne, huit n'ont aucun réacteur en construction, le neuvième étant la France !

Il est cependant un point sur lequel la girouette Montebourg a vu juste, « le nucléaire nous engage bien pour l'éternité. » L'accumulation totalement irresponsable des déchets-poisons que nul au monde ne sait solutionner et l'abominable projet de leur enfouissement à Bure en Meuse engagent bien en effet les générations sur des milliers d'années. Est-ce de cet avenir-là que nous parle Montebourg ?

Quant aux représentants d'EELV qui font mine de tomber des nues, à la suite des déclarations de Montebourg et Valls, ils sont juste hypocrites : en votant la confiance, ils ont cautionné un gouvernement productiviste et pronucléaire dont la logique politique implacable est celle du capitalisme prédateur et de sa branche atomique puissante.

Une fois de plus, les poncifs



éculés tels que « Ne pas rester seul pour peser », « S'allier pour ne pas se cantonner dans la dénonciation stérile » ou « Mettre les mains dans le cambouis » vont devenir de vrais vecteurs de désillusions dé-mobilisatrices pour les militantEs sincères. C'est ce qu'illustre superbement la présence des écologistes au sein d'un gouvernement qui n'a rien à envier à la droite sur le plan

de l'environnement.

Et toutes les pétitions, référendums ou autres tentatives de recomposition gouvernementales au sein des institutions actuelles ne feront que désespérer encore plus par leur impuissance.

Une seule solution, toujours la même : le rassemblement de toutes les forces militantes en un collectif de résistance écologique, contre le

capitalisme, en lien avec le mouvement social et avec pour programme, outre l'arrêt du nucléaire et sa sortie en moins de dix ans comme le propose le NPA, l'expropriation de tous les groupes de l'énergie, et la création d'un véritable monopole public énergétique sous le contrôle des travailleurEs et de la population.

Claude Kaiser

HOMMAGE

Nguyễn Khánh Hồi (1931-2012)

Nous n'avions pas eu l'information : Nguyễn Khánh Hồi est mort le 16 février.

C'était un vieux militant du groupe trotskyste vietnamien de France. Nous l'avions rencontré avec son camarade Hoàng Khoa Khôi, lui-même mort en 2009 et auquel nous avions rendu hommage¹.

Nguyễn avait mené des luttes importantes et dangereuses contre le stalinisme vietnamien, pour l'indépendance de son pays quand Hồ Chí Minh négociait avec l'impérialisme, puis en soutien au FLN algérien, contre la guerre du Viêtnam, pour la campagne de dénonciation des ravages de l'« agent orange »,

pour faire vivre la mémoire du trotskysme vietnamien jusqu'à aujourd'hui, en France et au Viêtnam même, où il avait des contacts.



C'est grâce à des militants

comme lui que notre courant politique, au sens large du terme, a pu continuer d'exister à l'époque du stalinisme tout-puissant et contre l'impérialisme. Nous ne pouvons que nous associer à l'hommage que lui a rendu Jean-Michel Kri-vine dans *Inprecor* (voir <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=1301>).

Tendance CLAIRE

1. Voir <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=30>

Les révolutionnaires et les syndicats

Bref historique du syndicalisme

Une origine dans la résistance spontanée des travailleurs à l'exploitation

Les syndicats, tels qu'ils apparaissent au 19e siècle, sont une réponse organisée à l'exploitation capitaliste. Les prolétaires prennent conscience, par leur expérience concrète, qu'ils ne peuvent défendre la valeur de la force de travail, résister à l'augmentation de la journée de travail, *a fortiori* se battre pour sa limitation, sans s'organiser collectivement de façon durable et à l'échelle nationale. Cependant, fonctionnant par là même comme cadres d'organisation et écoles de formation pour la lutte des classes et la discussion politique, les syndicats sont devenus de plus en plus dangereux pour l'ordre capitaliste lui-même. Marx écrit ainsi :

« Les syndicats (...) originai-
rement sont nés des essais *spontanés* des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette *concurrence faite par les ouvriers entre eux*. (...) L'objet immédiat des syndicats est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, aux questions de salaire et d'heures de travail. (...) D'un autre côté, les syndicats ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du moyen âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les syndicats, dans leur première capacité, sont indispensables dans la guerre d'es-
carmouches du travail et du ca-

pital, ils sont encore plus importantes dans leur dernière capacité, comme *organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste.* »¹

Cela explique la réaction de la bourgeoisie : elle prétend au départ les interdire (ex : loi Le Chapelier en France en 1791, au nom de l'unité de la Nation : pas de corps intermédiaires entre les citoyens et l'État !), et l'État réprime les syndicats. Mais la bourgeoisie finit par prendre conscience qu'autoriser les syndicats est un moindre mal : clandestins, ils sont radicaux, violents, et développent spontanément une conscience de classe. Légaux, ils permettent l'intégration des représentants des travailleurs au système bourgeois.

En France, le droit de coalition (organisation ponctuelle de travailleurs lors d'un conflit) est reconnu en même temps que le droit de grève en 1864, et les syndicats sont légalisés en tant que structures permanentes en 1884 (avec quelques restrictions, notamment dans la fonction publique). Intéressant de noter ce que déclare un patron français au Sénat, en 1883 : « *On ne s'entend pas, on ne contracte pas, on ne transige pas avec une foule* » (la même année, des mineurs de Decazeville ont défenestré leur directeur). Il poursuit : « *Un nouvel élément est donc nécessaire et cet élément, c'est l'organisation du travail, [...] c'est l'association professionnelle libre, ouverte, se constituant suivant les affinités, les besoins, les intérêts du moment* ».

À l'avant-garde de la marche du capitalisme, la bourgeoisie anglaise était parvenue à la même conclusion dès 1824. Les trade-

unions s'assagissent d'autant plus rapidement qu'une fraction des richesses provenant de l'expansion coloniale leur est attribuée. Leurs dirigeants s'embourgeoisent, autour d'eux se crée une « aristocratie du travail », réformiste et ne rassemblant que les travailleurs qualifiés. La grande masse des miséreux n'est pas syndiquée.

L'exemple britannique est repris par la plupart des gouvernements d'Europe occidentale, même les plus conservateurs. En Allemagne, Bismarck applique également cette méthode « du fouet et du bout de sucre ».

Radicalisations ponctuelles

Des vagues de radicalisations viennent cependant contrer cette intégration tendancielle. En temps de crise économique, la dégradation du niveau de vie des travailleurs les radicalise. Dans le même temps, la bourgeoisie réduit les subsides qu'elle accorde à son « aristocratie du travail ». Il en résulte un infléchissement vers des positions plus radicales. Ainsi, avec première grande dépression (1873-1896) apparaissent toute une série de syndicats radicaux :

- Aux États-Unis, après que les premières grèves à l'échelle nationale aient fait cruellement ressentir le manque de structures syndicales d'envergure (grève des travailleurs du rail en 1877, grève pour la journée de 8h en 1886), apparaît en 1893 la *Western Federation of Miners*. Elle sera à l'origine de la fondation des *Industrial Workers of the World*, organisation syndicaliste révolutionnaire, en 1905.

1. Rapport du Conseil général au premier congrès de l'Association Internationale des Travailleurs (Genève, 1866), rédigé par Marx.



Solidarity, June 30, 1917. The Hand That Will Rule the World—One Big Union.

Affiche d'Industrial Workers of the World, 1917

- En France, la CGT est créée en 1895, sous l'impulsion des militants du Parti Ouvrier (marxiste) et des Bourses du Travail (anarchistes). Sa fameuse charte d'Amiens (1906) prône la lutte de classe et l'abolition du salariat.
- Création de la Commission Générale des Travailleurs Allemands (GGD) en 1892, dans l'orbite des socialistes du SPD.
- En Espagne, l'Union Générale des Travailleurs est fondée en 1888 par Pablo Iglesias, dirigeant du Parti Ouvrier Socialiste et cofondateur de la IIe Internationale.

En dehors des périodes de crise, ces structures oscillent entre l'intégration et la marginalisation. La CGT française et la GGD allemande s'alignent toutes deux sur leurs gouvernement respectifs en 1914, dans une Union Sacré chauvine et réactionnaire. Aux États-Unis, les IWW, qui restent sur une ligne révolutionnaire et s'opposent à l'entrée en guerre, déclinent rapidement au cours des années 20. A la même époque, l'UGT espagnole se compromet avec la dictature de Primo de Rivera.

C'est dans le contexte particulier de la révolution espagnole que perdurera le plus longtemps l'illu-

sion qu'un syndicat puisse être à la fois massif et révolutionnaire. La CNT, organisation anarchosyndicaliste créée en 1910, oscilera durant toute la guerre civile entre une politique révolutionnaire (collectivisation de la terre et des usines dans les zones qu'elle contrôle) et le soutien à l'ordre bourgeois (intégration des milices confédérales dans l'armée républicaine, entrée de ministres anarchistes dans le gouvernement de Front populaire républicain). Incapable d'opposer une stratégie claire face aux stalinien et aux sociaux-démocrates, elle se retrouve à défendre l'État bourgeois au moment où celui-ci est le plus faible.

État des lieux aujourd'hui en France

Une très forte intégration au système

Cette double nature des syndicats se retrouve dans leur organisation : d'un côté, des bases plus ou moins combatives mais sans grand pouvoir, de l'autre des bureaucraties hautement intégrées à l'ordre bourgeois, « partenaires sociaux » au service de l'État et du patronat.

Cette année, le rapport Perruchot (député Nouveau Centre) a mis en lumière à quel point les syndicats dépendent financièrement de ceux qu'ils sont censé combattre : tous syndicats confondus, leur budget annuel est estimé à 4 milliard d'euros, dont seulement 4% proviennent de ressources propres (cotisations). Le reste provient de du patronat, et surtout de l'État, sous différentes formes :

- Décharges d'horaires dans le privé (1,6 milliard) et détachements syndicaux dans le public (1,3). Aucun chiffre officiel sur le nombre total de personnes concernées. Le rapport estime que, pour la Fonction Publique, cela représente 28 000 équivalents temps-plein (essentiellement dans les secteurs fortement syndiqués que sont l'Éducation Nationale et la Police). De plus, les comités d'entreprise des grosses boîtes publiques ou semi-publiques (Air France, RATP, EDF, France Telecom...), regorgent de permanents syndicaux, le plus souvent nommés par leurs syndicats et non élus par les salariés.

- Subvention aux Comités d'Entreprises
- Cogestion des organismes so-



Sarkozy et Thibault

ciaux (Sécu, formation professionnelle, 1% logement, UNEDIC)

- Mise à disposition de locaux
- Frais de formation et voyages d'études

Ce financement n'est pas condamnable en soi¹ : ce n'est jamais qu'une fraction de la valeur que le Capital vole au Travail qui est ainsi rendue. En revanche on comprend aisément qu'une telle manne doit être gérée par les travailleurs eux-mêmes et non par un petit cercle de permanents, comme c'est actuellement le cas. D'ailleurs, l'aspect financier n'est que le reflet des choix politiques des bureaucraties : accompagnement des contre-réformes, négociations permanentes (quand bien même ceux d'en face indiquent n'avoir rien à négocier !), journées d'actions sans perspectives... Se plaçant dans l'horizon indépassable du capitalisme, elles ne font qu'accompagner la crise du mouvement ouvrier au lieu de contribuer à la résoudre.

Il y a donc bien une collusion d'intérêts entre les bureaucraties syndicales et la bourgeoisie, une collaboration de classe. Derrière le spectacle de leur pseudo-affrontement, chacun sait bien où sont ses intérêts. C'est quelque

chose dont la base se rend compte quand elle se radicalise, et qu'elle se retrouve abandonnée, voire freinée, par sa direction. Xavier Matthieu : « *Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases, Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille.* »

D'ailleurs, la parution de ce rapport ne doit rien au hasard : la bourgeoisie n'avait aucun intérêt à remettre en cause ce système, d'une efficacité redoutable, avant la crise. Aujourd'hui, vu la chute de son taux de profit, elle ne veut plus payer (ou du moins payer autant) pour maintenir la paix sociale.

Une base réduite et sans contrôle

L'autre élément qui caractérise la situation française actuelle est le très faible taux de syndicalisation : sur 23 millions de travailleurs, seul 2 millions sont syndiqués (8%, contre 20% dans les années 70), très majoritairement dans le public. Cette baisse, générale dans les pays développés, montre une baisse de combativité, dans laquelle les directions ont un rôle écrasant : refus d'unifier les luttes éparses qui existent,

pas de soutien aux luttes les plus avancées (ex : grève des raffineries lors du mouvement des retraites), transformation du mot d'ordre de « grève générale » en un synonyme de « journée d'action interprofessionnelle »...

Les bureaucraties échappent au contrôle de cette base, les appareils sont verrouillés. Ainsi l'opposition dans la CGT est-elle systématiquement bâillonnée par la direction (ex : Delannoy interdit de se présenter contre Thibaut au dernier congrès). On note cependant que la FSU, en reconnaissant le droit de tendance, permet aux courants oppositionnels de s'organiser : face à la majorité (*Unité et Action*, proche du PCF) et à ceux qui se compromettent avec elle (*École Émancipée*, dirigée par la Gauche Anticapitaliste), existe, entre autres, la tendance *Émancipation* (animée notamment par la gauche du NPA).

Il existe des sections d'entreprise (voir des UL ou des branches professionnelles) où des syndicalistes combatifs se sont émancipé de la bureaucratie par la lutte. Elles sont cependant très isolées, les directions faisant tout pour les marginaliser, à défaut de pouvoir les écraser.

1. Nous ne parlons pas ici des financements illicites, dont l'affaire de l'UIMM (syndicat patronal de la métallurgie, l'une des plus grosses fédération professionnelle du Medef) a révélé l'ampleur. Son ancien président, Gautier-Sauvagnac, a été mis en examen en 2008 pour abus de confiance : entre 2000 et 2007, il a retiré en liquide 19 millions d'euros. Il refuse de dire à qui ces sommes ont été versées, se contentant de dire qu'elles servaient à « fluidifier les relations sociales »...

Quelle politique ?

Un syndicalisme indépendant et unitaire

Le paysage syndical français est très marqué par l'héritage de la Charte d'Amiens, qui affirme l'indépendance syndicale par rapport aux partis et (fait dont on parle beaucoup moins) par rapport à l'État. Nous ne prônons aucunement un syndicalisme « apolitique » (l'apolitisme n'étant en général que le respect de l'idéologie dominante). Il y a toujours une influence politique dans les syndicats, plus ou moins reconnue et revendiquée. Un exemple extrême est le lien organique qui uni le Parti Travailiste et le TUC au Royaume-Uni (une proportion des sièges dans les organes directeurs de l'un est réservée aux représentant de l'autre). À l'opposé, il n'existe officiellement aucun lien entre le PS et la CFDT, même si les deux organisations sont largement sur la même ligne. Entre les deux, on peut noter le cas de la CGT (jusqu'en 1996, son SG était systématiquement membre du BP du PCF) ou de la FAI (crée dans le but explicite d'influer sur la CNT, et qui en prit effectivement la direction dans les années 30).

Corollaire de cette indépendance à l'égard des partis, nous ne voulons pas délimiter politiquement le syndicat. Indépendant des organisations politiques, il doit cependant permettre aux différentes sensibilités présentes en son sein de s'exprimer, de développer le combat d'idées. C'est dans un tel cadre large que les révolutionnaires peuvent par l'exemple démontrer la justesse de leur ligne. En limiter l'accès aux seuls militants ayant déjà acquis une conscience révolutionnaire (comme le veulent les anarcho-syndicalistes) les condamnerait à l'isolement et à la mar-

ginalité. En rassemblant des militants de divers partis et des inorganisés, le syndicat offre à la classe un précieux cadre unitaire. Cette unité est une menace pour les réformistes, qui poussent à la scission dès qu'ils perdent du terrain dans le syndicat. Exemple de la CGT : c'est la majorité réformiste qui, effrayée par la montée en puissance des révolutionnaires, pousse à la scission de la CGTU en 1921. En 1947, la rupture entre staliens et sociaux-démocrates donne naissance à FO.

Militer dans les syndicats de masse... et combattre leur direction

Il nous faut militer dans les organisations ouvrières de masse¹, même si leur direction est soumise aux intérêts de la bourgeoisie : la classe a encore une relative confiance dans ses organisations (ex du mouvement sur les retraites, où chaque « journée d'action » de l'intersyndicale était très suivie), et c'est vers elles qu'elle afflue en cas d'aggravation de la lutte des classes. À cet égard, l'isolationnisme dans un « syndicat rouge » est stérile.

En revanche, il convient d'affronter les directions de ces syndicats, opposer une ligne de classe à leur politique de cogestion. Notre intervention doit ainsi combiner différents combats :

– Une activité syndicale de classe partout où nous pouvons (souvent à l'échelle d'une entreprise, les échelons supérieurs étant étroitement contrôlés par la bureaucratie). Nous devons faire nos preuves dans les syndicats, en menant des luttes victorieuses, en respectant la démocratie ouvrière. Cela seul est susceptible de renforcer les syndicats en tant qu'outils de défense des travailleurs. En aucun cas nous ne pouvons avancer par cooptation bureaucratique,

par arrangements avec les directions.

– L'interpellation : il est important de demander publiquement aux directions syndicales de prendre une certaine position (condamner une décision politique, refuser de participer à une « négociation », appeler à la grève...). Si la direction refuse, elle se discrédite auprès de sa base. Si elle accepte, la lutte de classe monte d'un cran et la rupture entre réformistes et révolutionnaires s'approche d'autant plus.

– La dénonciation : quand une direction trahit au grand jour (appel à la reprise du travail pour casser une grève, signature d'un accord pourri...), il faut la dénoncer publiquement. Même en cas de faible combativité, il est important de ne pas se contenter de ne rien dire sous prétexte qu'il faut d'abord « être nombreux à la prochaine journée d'action ». Car c'est dialectique : sans perspective, les travailleurs et même les militants les plus combattifs vont vite penser que les promenades mensuelles, ça ne sert à rien – et en soi ils auront raison, même si souvent il est juste d'y participer pour pousser à leur dépassement dans une vraie lutte de classe.

– La lutte pour la démocratie interne du syndicat : les travailleurs ayant tendance à faire spontanément confiance aux bureaucraties en place, il est difficile de mobiliser la base sur des questions de principe. C'est l'expérience de la démocratie ouvrière (comité de grève impliquant syndiqués et non-syndiqués, AG souveraines, délégués révocables...) et de son efficacité dans les luttes qui fait progresser le niveau de conscience.

– Le dépassement du cadre corporatiste : les militants révolutionnaires dans les syndicats ne

1. Insistons sur ce critère qui disqualifie par exemple, parmi les syndicats étudiants, l'UNEF. Cette coquille vide revendique 30 000 adhérents, mais la plupart ne correspondent qu'à des cartes données avec les documents administratifs en début d'année et l'organisation ne compte qu'une poignée de véritables militants, pour la plupart intégrés à l'appareil bureaucratique lié au PS, à l'exception des camarades de la TUUD (minorité de gauche, autour de militants NPA et Front de Gauche).

peuvent pas s'arrêter à la seule défense des cas individuels. Partout, ils relient les revendications particulières aux intérêts les plus larges des travailleurs.

– Le rassemblement des militants syndicaux combatifs

de différentes sensibilités dans un *courant intersyndical de lutte de classe antibureaucratique*, pour mener une action coordonnée partout où cela est possible. C'est un outil que les révolutionnaires ont la responsabi-

lité de construire. C'est l'un des combats que nous menons pour en convaincre les syndicalistes combattifs et notamment les camarades du NPA.

Kolya Fizmatov

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Éditorial

- Austerité de gauche, vague de licenciements... Comment résister à l'offensive capitaliste ? (p. 2)

France

- Riposter dès maintenant à l'austérité de « gauche » de Hollande ! (p. 4)
- Emplois d'avenir, contrats de génération : tout bénéf pour le Medef (p. 6)

Luttes de classes en France

- La bataille de PSA a commencé : comment peut-elle vaincre ? (p. 8)
- Les travailleurs du pôle de presse CAP (Champagne-Ardenne-Picardie) appartenant au groupe Hersant refusent le chantage à l'emploi (p. 11)
- Crédit immobilier de France : nationaliser pour sauver les emplois ! (p. 14)

Crise économique

- Panorama de la crise et des plans d'austérité dans la zone euro (p. 15)
- TSCG et MES : la bourgeoisie s'organise au niveau européen pour imposer ses plans d'austérité et sauver l'euro (p. 18)
- Aucune politique monétaire ne peut nous sortir de la crise ! (p. 20)

Internationalisme

- Bilan de la 29e édition des Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires (RIJ) (p. 25)
- 50e meeting anti-guerre de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon – Fraction Marxiste-Révolutionnaire (p. 26)
- Election présidentielle au Venezuela : soutien à la candidature ouvrière indépendante d'Orlando Chirino (p. 29)

Société

- Couples homos et hétéros : l'égalité réelle et complète des droits, une exigence, pas un alibi (p. 30)
- Note sur le livre «*Femmes libres*». *Espagne 1936-1939* de Mary Nash (p. 31)
- Solidarité et unité contre les provocations anti-musulmanes et le racisme ! Défense du droit de manifester ! (p. 31)
- Ni union sacrée avec les bourgeois « démocrates », ni alliance avec les islamistes : pour une position marxiste (p. 32)
- Nucléaire : Montebourg le menteur (p. 34)

Hommage

- Nguyen Khanh Hoi (1931-2012) (p. 35)

Théorie et pratique révolutionnaires

- Les révolutionnaires et les syndicats (p. 36)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondation du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI, certains de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électorales et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendance CLAIRE a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la Tendance CLAIRE.

La TC poursuit maintenant son combat original pour constituer une grande Tendance révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA. La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135).

Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63